

# CE QUI SE CACHE DERRIÈRE LES CAGOULES DES NÉONAZIS

Armes, haine, violence... À partir de pièces de l'enquête sur l'une de leurs exactions, *l'Humanité* dévoile le profil des Hussards Paris, un groupe héritier du GUD qui a défilé samedi dans la capitale. **P. 6**

LUNDI 12 MAI 2025 | N° 24190 | 2,90 € | [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS  
**l'Humanité**

HÔTELLERIE

## SILENCE, ON VIOLE LES FEMMES DE CHAMBRE

Quatorze ans après l'affaire DSK, ces salariées vulnérables sont toujours les proies des agresseurs. Contre l'impunité, des luttes comme celle de l'Ibis Batignolles à Paris permettent la libération de la parole. **P. 2**

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD



ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES EN PAGE 10.

LAURENT VAUTIN



**ÉDITORIAL**  
PAR MAUD VERGNOL

## D'un viol à l'autre

**« Bonjour, ici l'hôtel Sofitel. Je veux signaler une agression sexuelle. »** Ce fut le dernier grand scandale avant la vague MeToo. Peut-être celui qui en a constitué les prémisses. Une déflagration médiatique planétaire, micros et caméras du monde rivés sur Manhattan. Avec quatorze ans de recul, beaucoup a déjà été écrit sur le traitement scandaleux de « l'affaire DSK », entre l'invisibilisation de la victime, Nafissatou Diallo, les hypothèses du coup monté, le festival de sexismes et de propos relevant de la culture du viol comme le « *troussage de domestique* ». Mais très peu sur les violences sexistes et sexuelles (VSS) systémiques que subissent les femmes de chambre des grands hôtels. À New York comme à Paris. Elles étaient là, pourtant, devant le tribunal, à crier de toutes leurs forces « *Shame on you!* » au passage de Dominique Strauss-Kahn. Passuffisamment fort, visiblement, pour ébranler le mur de l'indifférence et du déni.

**L'insupportable impunité dont les agresseurs croient pouvoir jouir** n'a pas tant changé. Et continue de briser des vies. Le 30 avril, une salariée de l'Hôtel Barrière d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise) a été victime d'une agression sexuelle par un

Rien, ou si peu, n'a été entrepris pour protéger les femmes de chambre.

client. La direction de l'établissement n'a pas porté plainte. En 2017, à l'Ibis Batignolles à Paris, une autre employée était violée par le patron de l'hôtel. Il faudra attendre sept ans pour qu'il reconnaîsse les faits et soit condamné. Au cours de sa carrière dans l'hôtellerie, une salariée sur deux risque d'être accueillie en chambre par un client nu, comme le révèle une des rares études sur le sujet. **Alors même que l'affaire DSK aurait dû attirer les projecteurs sur cette situation**, les violences sur les femmes de chambre font rarement les gros titres, restées un angle mort de MeToo. La précarité du métier, les horaires décalés, le racisme, la faible mixité des effectifs et la promiscuité avec les clients font des employées de l'hôtellerie des cibles privilégiées. Pourtant, rien, ou si peu, n'a été réellement entrepris pour les protéger, en dépit des alertes et propositions des syndicats. Comme pour l'ensemble du monde de l'entreprise, la lutte contre les VSS ne pourra se passer de l'amélioration des conditions de travail et de la conquête de l'égalité professionnelle. ■

# Les hôtels, terrain de chasse des agresseurs

**METO** Quatorze ans après l'affaire DSK, les femmes de chambre sont toujours les proies des violeurs. En première ligne pour dénoncer l'impunité et l'inertie des patrons, les syndicats font des luttes collectives des espaces privilégiés de libération de la parole.

**I**maginons un hôtel lambda, en France. À l'étage, une femme de chambre circule dans le couloir, draps et serviettes de rechange en main. Elle s'arrête devant l'une des portes, toque trois fois, patiente un peu. Silence. Elle ouvre la porte. Devant ses yeux, un homme ouvre son peignoir. Des histoires de ce genre, avec parfois quelques variantes – scène de masturbation, propos dégradants, voire assaut –, ces employées en ont quasiment toutes une à raconter.

Un chiffre témoigne de l'ampleur du phénomène : au cours de sa carrière dans l'hôtellerie, une salariée sur deux risque d'être accueillie en chambre par un client nu. C'est le constat mis en évidence dans un travail de recherche réalisé à l'université de Grenoble-Alpes (Isère) par Maud Descamps, une formatrice spécialisée dans la prévention des violences sexistes et sexuelles (VSS) au sein de l'hôtellerie.

Si les données officielles demeurent rares, les témoignages recueillis par les syndicats ou les associations d'aide aux victimes, comme l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT), imposent une évidence : les violences sexistes et sexuelles ont fini par être intériorisées par les victimes comme un risque professionnel, comme le serait celui d'une chute pour un ouvrier du bâtiment. À la différence notable que celui-ci dispose normalement d'un harnais de sécurité pour éviter le choc.

Quatorze ans après l'affaire du Sofitel de New York – où l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn, alors

patron du Fonds monétaire international (FMI), pour avoir agressé sexuellement une femme de chambre avait donné à voir de façon spectaculaire l'incroyable impunité dont les agresseurs croient jouir dans ces enceintes à l'ambiance feutrée –, des vies continuent d'être briées à huis clos.

#### UNE DIRECTION SOURDE AUX MULTIPLES ALERTES

Maria (1) est réceptionniste de nuit, au sein de l'hôtel et casino d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise). Le 30 avril dernier, elle officie seule quand un habitué de la salle de jeu, ivre et titubant, se voit offrir par la direction de passer gracieusement la nuit à l'hôtel. À charge pour Maria de conduire elle-même le client, seule, jusqu'à sa chambre. Le temps de tourner les talons vers la sortie, ce dernier, pantalon baissé, empoigne la jeune femme et lui impose des attouchements aux seins. Elle attendra la fin de son service, à 7 heures du matin, pour porter plainte seule au commissariat.

En état de choc, elle a entre-temps entamé une procédure pour faire reconnaître son agression en accident du travail. Si le groupe affirme, auprès de *l'Humanité*, « *accorder la plus grande attention à la suite des procédures judiciaires (...) et continuer de faire de la protection de ses salariés une priorité* », Michaël Da Costa, délégué CGT du groupe Barrière, ne déco-

**Au fil de sa carrière, une salariée sur deux risque d'être accueillie en chambre par un client nu.**

lère pas, dénonçant une direction « *sourde aux multiples alertes concernant l'exposition des salariées aux insultes, gestes obscènes et violences sexuelles de plus en plus nombreuses* » au sein du casino et de l'hôtel. Désinvolture et



La lutte sociale conduite dans l'hôtel Ibis Batignolles, entre 2019 et 2021, a mis sous les projecteurs le viol commis par son directeur sur une des employées. DENIS ALLARD/REA

indifférence à leur sort de la part des décisionnaires : les mêmes constats émergent de nombre de témoignages de femmes victimes d'agressions au sein des hôtels.

Dans son salon, Diabou (1) désigne d'un geste les boîtes de comprimés posées en vrac sur la table : anti-dépresseurs le matin, somnifères le soir. « *C'est ça, ma vie, depuis huit ans. C'est comme ça que je tiens* », raconte, le souffle court, la femme de chambre. Employée par le sous-traitant STN au service de l'hôtel Ibis Batignolles dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris (propriété du groupe Accor), elle est en arrêt de travail pour choc post-traumatique depuis le 19 avril 2017, jour où elle a été violée par le directeur de l'établissement, dans la chambre même où elle s'affairait.

À cette femme, rien n'aura été épargné : les accusations de son agresseur qui a fait venir la police le soir du viol, se présentant comme victime d'un complot, ou son déni pendant plusieurs années. Jusqu'à son procès, où, acculé, le cadre finira par reconnaître les faits, avant d'être condamné, en décembre 2024, à sept ans de prison ferme, avec mandat de dépôt.

« *Je m'attendais à plaider face au pire scénario, au vu de son déni pendant toute l'instruction. Je me suis rendu compte assez vite que la défense était plutôt sur le terrain de la reconnaissance des faits* », raconte l'avocate de la femme de chambre, M<sup>e</sup> Carine Durrieu Diebolt.

Les faits ont eu lieu deux ans avant les débuts de la très emblématique lutte sociale dont cet hôtel a été le théâtre, entre 2019 et 2021. Rachel Keke, grande figure de ce combat contre la sous-traitance et pour des conditions de travail dignes, était à cette époque la collègue de Diabou.

Celle qui deviendra députée LFI (2022-2024) connaît bien la dévastation qui suit ces violences pour les avoir elle-même subies : « *Un matin, j'ai tapé à la porte. Quand j'ai ouvert, le client m'a agrippé les seins. J'ai dû hurler que je n'étais pas une prostituée.* » Elle se souvient aussi de la chape de plomb qui a pesé sur le viol de Diabou, à coups de menace de licenciement. « *STN nous empêchait de nous exprimer. Il y avait une vraie peur* », raconte l'ancienne députée.

#### DES RAPPORTS DE DOMINATION EXACERBÉS

Aboubakar Traoré, équipier au sein de l'hôtel, en a fait les frais, avec quatre procédures de licenciement au compteur. Le syndicaliste de Force ouvrière s'était déjà illustré en dénonçant, avant le viol, « *les petites tapes sur les fesses en passant* », « *les bizarries* » de ce directeur qui apportait les draps dans les chambres pendant que les employées s'y trouvaient. « *Nos alertes auprès du sous-traitant n'ont jamais été entendues. Si on est arrivés jusqu'au viol, c'est qu'on a laissé faire* », s'émeut Aboubakar Traoré. Contactée par *l'Humanité*, la société STN n'a pas donné suite à nos sollicitations.

L'affaire de ce viol est, à maints égards, symptomatique de l'enchevêtrement de facteurs délétères qui font des femmes de chambre des proies particulièrement vulnérables et de l'hôtellerie l'un des secteurs les plus imperméables à la vague MeToo.

« *C'est un lieu où la violence et le harcèlement sont beaucoup plus prégnants* », confirme Julie Duchatel, syndicaliste chargée de l'égalité femmes-hommes au sein de l'IUTA, une fédération internationale de syndicats de

140 pays, notamment dans le domaine de l'hôtellerie-restauration. En cause, d'abord, les rapports de domination exacerbés qui structurent ce milieu où les postes de direction sont essentiellement occupés par des hommes régnant sur des équipes dédiées « *à des tâches de nettoyage historiquement et socialement sous-évaluées* », composées à une écrasante majorité de femmes. Avec des conséquences prévisibles.

« *La relation de subordination est déjà problématique en soi, mais quand la victime est une femme sans papiers, isolée, s'instaure un rapport de domination quasi absolu dont certains n'hésitent pas à tirer profit* », analyse l'avocat Slim Ben Achour, qui a défendu des gouvernantes officiant chez des particuliers. Sa conseur M<sup>e</sup> Durrieu Diebolt va plus loin, analysant le viol comme un outil de renforcement de ce pouvoir, « *l'agression sexuelle en elle-même créant de la puissance* ».

« *Parfois, il y a des chantages par ceux qui ont un pouvoir* », témoigne Lina (1), une gouvernante qui officie dans un complexe du Val-d'Oise. Elle précise : « *Dans un hôtel où je faisais un remplacement, nous étions autorisées par la direction à boire un café dans la cuisine avant le service. Le cuisinier avait mis en place ses règles : il fallait d'abord coucher avec lui. La cuisine était son territoire* », lâche-t-elle, encore éprouvée par le souvenir de cet épisode : « *Quand il a compris que je ne céderais pas, il s'est mis à m'insulter chaque jour. Je n'en dormais plus la nuit* », se souvient-elle.

La jeune femme, qui a fait des études supérieures d'administration au Maroc, connaît ses droits et a fini par alerter la direction de l'hôtel. Elle avait entre-temps ■■■

■■■ découvert avec stupeur que toutes ses collègues avaient déjà subi les assauts du cuisinier, sans avoir jamais osé parler.

Le profil de Lina fait cependant exception dans un milieu où évoluent des employées cumulant une multitude de vulnérabilités, qui verrouillent leur parole. « *Elles subissent une triple discrimination : de classe ; de "race", la majorité d'entre elles étant noires ; de genre. Tout cela mélangé produit un cocktail détonant* », résume Laurence Cohen, ex-sénatrice du Val-de-Marne (de 2011 à 2023) et responsable nationale attachée aux droits des femmes au Parti communiste (de 2003 à 2018).

#### DES VICTOIRES AUX EFFETS ENCORE PEU VISIBLES

Autant de failles que les groupes hôteliers, dans une course à la réduction des coûts, exacerbent en se déchargeant du sort de ces employées pour les faire dépendre des sous-traitants, peu respectueux du droit du travail.

Pour Natalie Benelli, docteure en sciences sociales à la Hochschule Luzern-Soziale Arbeit (haute école de Lucerne spécialisée dans le travail social), en Suisse, non seulement « *le recours à la sous-traitance s'accompagne d'une détérioration des conditions de travail* », mais aussi d'une « *augmentation des risques en matière de santé et de sécurité au travail* », dont font partie les VSS.

Comment agir ? M<sup>e</sup> Ben Achour ne cache pas qu'il y a une montagne à gravir : « *C'est déjà compliqué pour des femmes qui ont un capital culturel, n'ont pas de problème de papiers ni de ressources financières. Alors pour ces femmes hypervulnérables...* » Le problème n'en reste pas moins une priorité pour les syndicats.

« *Nous n'avons pas attendu MeToo pour avancer depuis plus de vingt ans* », affirme Julie Duchatel. Elle met en avant les victoires récentes, comme la signature d'accords de lutte contre le harcèlement sexuel avec

des sociétés transnationales de l'hôtellerie, mais surtout l'adoption en 2019 de la convention 190 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui stipule, dans son article 9, que « *tout membre (de l'OIT) doit adopter une législation prescrivant aux employeurs de prendre des mesures appropriées (...) pour prévenir (...) la violence et le harcèlement fondés sur le genre* ».

Avec des effets encore peu visibles sur le terrain où les agressions sont légion. Certaines compagnies hôtelières n'en affichent pas moins leur volonté de se saisir du problème. Contacté par *l'Humanité*, le groupe Accor affirme ainsi avoir renforcé la pression sur ses sous-traitants, en leur imposant « *de mettre en place des conditions de travail respectueuses de la santé physique et mentale de son personnel, notamment en matière de lutte contre le harcèlement moral et sexuel* ». Il met également en avant des plans de formation à destination des managers d'hôtel et de tous les collaborateurs (incluant les femmes de chambre).

Sur le cas de l'Ibis Batignolles, il assure que le nouveau management de l'hôtel mène « *un suivi accru pour qu'un quotidien apaisé reprenne au sein de l'hôtel* ». Cela suffira-t-il ? Les syndicats voient dans les luttes collectives pour la dignité des conditions de travail le meilleur moyen d'éradiquer ces violences. Le combat à l'Ibis Batignolles est à cet égard emblématique : sans cette grève de vingt-huit mois, grand moment de libération de la parole, qui saurait aujourd'hui qu'un directeur d'hôtel s'est cru assez intouchable pour entrer dans une chambre et violer une salariée dont il était censé garantir la sécurité ? ■

HAYET KECHIT

(1) Les prénoms ont été modifiés.

# « La figure de la soubrette irrigue encore notre culture et notre imaginaire collectif »

Pourquoi, malgré MeToo, les violences sexuelles subies par les femmes de chambre perdurent-elles ? La cause réside dans un héritage culturel aux relents coloniaux encore vivaces, qui fait de ces employées des objets sexualisés, affirme **Nina Bonhomme Janotto**, juriste chargée de mission à l'Association contre les violences faites aux femmes au travail.

**N**ina Bonhomme Janotto, juriste chargée de mission au sein de l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT), apporte des clefs de compréhension face à la récurrence des agressions sexuelles dans l'hôtellerie, milieu où se jouent des rapports de domination exacerbés et terrain, selon elle, propice à la commission de ces violences. La banalisation des fantasmes masculins attachés aux femmes de chambre n'est par ailleurs pas sans conséquence sur les passages à l'acte et la lenteur à prendre des mesures dignes de ce nom pour les combattre, estime encore la juriste, qui pointe l'absence de volontarisme de la part des groupes hôteliers.

#### Pourquoi les femmes de chambre sont-elles particulièrement exposées aux violences sexistes et sexuelles (VSS) ?

Les femmes de chambre exercent des métiers précaires, avec une forte pénibilité physique. Or, pour ces employées physiquement éprouvées, il est beaucoup plus dur de s'opposer et de résister aux violences. La précarité de ce corps de métier, ajoutée à sa pénibilité, crée ainsi un terreau particulièrement propice aux violences. Le fait que le secteur de l'hôtellerie reste un angle mort de MeToo s'explique aussi par les marges de manœuvre restreintes de ces femmes, souvent étrangères et isolées. Or dénoncer massivement une agression sexuelle suppose d'avoir des liens puissants de solidarité et des relais.

Nous avons identifié d'autres causes, souvent absentes des analyses faites sur le sujet. Il s'agit de tout l'imaginaire pornographique, encore présent dans notre société, lié à la figure de la femme de chambre, notamment étrangère. Une vision qui n'est pas exempte de relents colonialistes, comme l'a démontré dans ses ouvrages Françoise Vergès (militante féministe décoloniale - NDLR). L'image de la soubrette irrigue notre pop culture et notre culture en général. Il n'est, par exemple, pas rare de voir, dans des séries, des acteurs fantasmer sur la femme de chambre. Tout cela a évidemment des conséquences sur le rapport qu'entretiennent les hommes avec ces employées lorsqu'ils sont amenés à les croiser.

Il faut ajouter que ces femmes n'interviennent pas dans un endroit anodin : la chambre est le lieu de l'intimité par excellence. Cela crée un imaginaire très particulier pour les hommes, qui conduit certains d'entre eux à considérer que ces femmes, dont le travail consiste à rendre leur intimité plus agréable, sont aussi par la même occasion mises à leur disposition à l'hôtel.

#### ENTRETIEN

C'est un peu comme si elles faisaient à leurs yeux partie du package. Ils estiment par ailleurs que s'ils peuvent bénéficier de l'exploitation domestique de leur épouse, avec laquelle ils ont des rapports sexuels, ils peuvent finalement exiger la même chose des femmes qui font le ménage et s'occupent de leur confort.

#### Plusieurs témoignages de victimes de VSS font état d'une honte par rapport à ce qui leur est arrivé. Comment l'expliquer ?

Énormément de femmes qui saisissent l'AVFT tiennent ce discours-là : elles ont beau savoir qu'elles ont subi une violence, elles évoquent toujours cette petite voix intérieure les rendant responsables de ce qui leur arrive. Les agresseurs exploitent d'ailleurs ce sentiment pour assurer leur impunité. Cela fait partie de leur stratégie : appuyer sur cette petite voix qui sème le doute pour maintenir le silence et leur impunité. « Pourquoi portait-elle une jupe courte ? » ; « pourquoi est-elle entrée dans la chambre à ce moment-là ? ». Cette stratégie est facilitée par le fait que dans le secteur hôtelier réside une culture hiérarchique extrêmement forte, où la verticalité est très visible avec, pour conséquence, de pressurer les personnes en bas de l'échelle, dont font partie les femmes de chambre.

#### Certaines chaînes d'hôtellerie affichent des mesures de lutte contre les VSS.

##### Qu'en est-il sur le terrain ?

La prévention en matière de VSS dans le secteur ménage-hôtellerie est faite au rabais. De manière générale, les employeurs appliquent de très mauvaises grâces les obligations qui leur incombent en termes de lutte contre les VSS, aussi bien concernant la prévention que les éventuelles sanctions. En réalité, nous sommes arrivées au constat qu'il n'y a aucune réelle volonté de leur part de les mettre en place. Nous le voyons bien quand, par exemple, ils nous sollicitent pour des formations : ils s'attachent toujours à réclamer le plus petit format, qui leur coûtera le moins cher.

Le choix de la sous-traitance a par ailleurs pour résultat de diluer les responsabilités en la matière entre la direction de l'hôtel dans lequel les salariées interviennent et la structure qui les emploie. Résultat :

les femmes de chambre ne sont informées de rien et ne savent pas non plus à qui s'adresser en cas d'agression. Ce qui conduit littéralement à les déposséder de tous leurs outils pour faire valoir leurs droits et voir leur sécurité au travail garantie. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR H. K.

«L'honneur est la dernière richesse du pauvre.» Albert Camus

**L'HOMME DU JOUR**



**Marc Botenga**

L'eurodéputé de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL) Marc Botenga, membre du Parti du travail de Belgique, a fustigé, ce 9 mai, la complicité de l'Europe avec les crimes d'Israël à Gaza. «*Famine, massacres, génocide, une bonne partie ici (au Parlement européen) applaudit, refuse même d'en débattre.* (...) C'est ça votre complicité!» a-t-il, asséné, dénonçant, à propos de l'Ukraine et de la Palestine, l'indignation à géométrie variable. Depuis des mois, son obstination à alerter sur ce qui se passe à Gaza a peut-être joué dans la salutaire, mais tardive, décision de rompre avec cette complicité, prise par plusieurs personnalités, dont Anne Sinclair et Delphine Horvilleur, qui a déclaré: «*On n'apaise aucune douleur et on ne venge aucun mort en affamant des innocents ou en condamnant des enfants.*» ■

ÉMILIE URBACH

! **C'EST UN SCANDALE**

**Trump éjecte la bibliothécaire du Congrès**

Par un courrier lapidaire, à un an de la fin de son mandat, Carla Hayden, première femme afro-américaine responsable de la bibliothèque du Congrès, nommée par Obama en 2016, a appris son limogeage. En cause, selon la Maison-Blanche, des «livres inappropriés pour les enfants» et ses actions en faveur de la diversité.

! **C'EST UN MONDE**

**Hallucinante méthode en Turquie**

En brûlant 20 tonnes de cannabis saisies au cours de l'année 2024, la police turque voulait intimider les trafiquants. Résultat : les fumées ont formé un «nuage psychotrope», qui a provoqué hallucinations et vertiges chez les habitants des environs de la ville de Lice.

**L'œil de Bobika**



**LA BONNE NOUVELLE La fentomycine, une molécule contre les métastases**

Une équipe de chercheurs de l'Institut Curie, de l'Inserm et du CNRS a découvert que les cellules cancéreuses résistent aux chimiothérapies en accumulant du fer ou du cuivre, afin d'être plus fortes et de pouvoir se disséminer plus loin dans l'organisme. En partant du principe qu'une cellule chargée de métaux est aussi sensible à l'oxydation, les scientifiques ont mis au point une molécule, la fentomycine, capable de pénétrer les cellules cancéreuses résistantes et de provoquer leur mort par oxydation.

Publiés dans la revue *Nature*, les résultats des premiers tests en laboratoire sur des biopsies, des tumeurs prélevées chez des patients, ainsi que chez des souris vivantes sont très encourageants. «Après vingt-cinq ans de recherche, je commence à voir la lumière au bout du tunnel», a déclaré à France Info Raphaël Rodriguez, le chercheur qui a chapeauté ces travaux. Il espère maintenant un développement industriel de cette nouvelle molécule, synonyme d'espoir alors que les métastases sont responsables de 70 % des décès par cancer. ■

EUGÉNIE BARBEZAT

↗ **L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR**

**Vidéo** *Paris Police 1900* prouve que l'audiovisuel français peut produire de grandes séries populaires, historiques et politiques. À tel point qu'elle se serait attiré les foudres de Vincent Bolloré, à la tête du groupe Canal Plus, producteur et grand argentier du cinéma français? Veut-il réécrire l'histoire en plus des séries télé qui le dérangent? Bolchegeek mène l'enquête dans ce nouvel épisode de *POPulaire*.

**Vidéo 2** Depuis plusieurs années, le gouvernement cubain demande à l'Union européenne de ne pas obéir à l'embargo décreté par les États-Unis contre Cuba depuis soixante-trois ans. Mais l'UE reste à la remorque. L'ambassadeur de Cuba en France, Otto Vaillant Frias, revient sur cette situation et ses conséquences.



**LE BILLET  
DE MAURICE  
ULRICH**

**L'autre Léon**

De Rome au plus profond de la forêt amazonienne ou au cap de La Hague, nul ne peut ignorer que : Habemus papam. Un événement planétaire, voire plus si Dieu, avec sa gestion de quelque 2 000 milliards de galaxies, a pu dire son mot. Bref, mais qui est Léon XIV? Aux États-Unis, Trump a dit sa fierté de voir élu un pape nord-américain (un peu péruvien), mais l'influenceuse Laura Loomer, une figure du mouvement Maga (Made America great again) très proche de lui, a traduit : Léon est «anti-Trump, anti-Maga, partisan des frontières ouvertes et d'un marxiste complet, comme le pape François. Juste une autre marionnette marxiste au Vatican». Le nouvel élu se réclamerait, il est vrai, de Léon XIII, père au XIX<sup>e</sup> siècle de la doctrine dite sociale de l'Église. Mais en France, le théologien (?) Jean-François Colosimo s'efforce, dans une tribune, de rassurer les lecteurs du *Figaro*. Il y a un autre Léon, le premier, qui au V<sup>e</sup> siècle sut tenir le dogme et arrêter les «barbares». Ouf! ■

↖ **COUP DE PROJECTEUR**

**Surpopulation carcérale : un rapport qui dérange**

Face à une surpopulation carcérale record, une mission d'urgence commandée par la chancellerie préconise, dans son rapport commandé en novembre et rendu en mars, une «réduction de peine exceptionnelle générale». Le premier président de la cour d'appel de Versailles, la procureure générale de la cour d'appel de Besançon et le directeur de la prison de la Santé recommandent de s'inspirer de la mesure prise pendant le confinement du printemps 2020. À l'époque, des libérations anticipées – excluant les détenus condamnés pour violences conjugales, crimes, terrorisme ainsi que ceux dont la peine restante était supérieure à deux mois – avaient permis de ramener le taux d'occupation sous la barre des 100 %. Selon l'AFP, le garde des Sceaux ne veut pas entendre parler de solutions de bon sens qu'il contient.

# Sous les cagoules, de purs militants néonazis

**EXTRÊME DROITE** Drapeaux hitlériens, propos racistes, descentes violentes... À partir de pièces issues de l'enquête sur l'attaque, aux cris de « Paris est nazi ! », d'un groupe antifasciste le 16 février dans la capitale, l'*Humanité* dévoile le profil des militants des Hussards.

**L**e message est tombé le 11 février. Comminatoire, son titre ne souffre aucune discussion : « Mobilisation générale ». Et les lignes qui suivent sont à l'avenant : « Le 16 février, la Jeune Garde organise un événement à Strasbourg-Saint-Denis, il faudrait que vous soyez disponibles de 15 heures jusqu'en début de soirée », ordonne, sous le pseudonyme « Vicompte », un chef des Hussards Paris, le groupuscule néonazi qui a repris le flambeau des Zouaves et du GUD après leur dissolution. « *Le but est de fumer l'équipe type ou des mecs isolés après leur conf de merde. Je compte sur votre présence. J'attends vos excuses en message privé si vous êtes absent. Même principe que d'habitude : pouce en haut, présent ; pouce en bas, absent.* »

Sur ce groupe privé baptisé « 16/02 » et rassemblant au moins 21 nervis, les pouces se sont levés en masse, et l'administrateur donne les ultimes consignes à la veille du rendez-vous : « *Pas d'armes et de trucs de gogols, parapluies si vous voulez.* » Quand un des participants s'étonne de ne pas avoir trouvé de trace d'un « événement de la Jeune Garde » – cette organisation antifasciste désormais sous le coup d'une procédure de dissolution engagée par le ministre de l'Intérieur –, le même lui donne les détails par message vocal. Et l'autre répond : « *Ah ouais, OK, c'est sûr qu'ils seront là. La dernière fois que j'ai vu passer une manif kurde, il y avait la Jeune Garde.* » Signe qu'il a bien compris la cible, le gars ajoute en guise de plaisanterie : « *Je vais amener un drapeau turc.* »

Le résultat de cette opération préméditée, tout le monde a pu le voir sur deux vidéos enregistrées, le 16 février, vers 17 heures, par des voisins de l'Association culturelle des

travailleurs immigrés de Turquie (Actit), rue d'Hauteville, dans le quartier de Strasbourg-Saint-Denis, à Paris. Au beau milieu d'une projection de Z de Costa-Gavras, organisée sur place par le mouvement Young Struggle, la réalité dépasse la fiction. Dans la première séquence, Paul, un jeune antifasciste tombé au sol dans la cour de l'immeuble après avoir été frappé avec un casque, se fait rouer de coups de pied et de poing par une quinzaine d'hommes, visages dissimulés ; le jeune homme sera également blessé avec des tessons de verre. Sur la seconde vidéo, entre 25 et 30 individus s'enfuient précipitamment dans la rue, et deux d'entre eux hurlent une signature on ne peut plus explicite : « *Paris est nazi* », « *Lyon est nazi aussi* ».

#### SOUS L'ÉTENDARD DE LA DIVISION CHARLEMAGNE

Sur le moment, six des sbires néofascistes sont interpellés dans le métro. Ils sont plutôt jeunes – entre 18 et 24 ans – et considérés comme des « prospects », des sympathisants devant encore faire leurs preuves. « *C'est un peu l'antichambre des Hussards*, admet Alexandre H. Les Hussards sont là pour tester les prospects en termes d'implication, de concentration, d'absence de peur, s'ils sont présents. » Dans le groupe, la panique gagne : « *Tchoupi est en garde à vue, il faut effacer les conversations avec lui* », appelle l'un des membres. Le meneur donne la consigne : « *Si vous avez des doutes sur l'un des mecs en garde à vue, envoyez-moi un message privé.* »

Devant la violence de l'attaque, ils sont entendus pour « *tentative de meurtre* ». À l'issue des gardes à vue, en dépit de leurs dénégations (« *Je ne suis pas un dur à cuire, j'ai juste été spectateur* ») ou explications vaseuses (« *Il s'agissait juste de faire un coup médiatique pour la promo sur*

*les réseaux sociaux* »), tous seront mis en examen pour « *violences aggravées avec arme, en réunion et avec pré-méditation* » et pour « *participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences* ». Cinq seront remis en liberté, et le dernier placé en détention provisoire. Aujourd'hui, les investigations se poursuivent, notamment via une commission rogatoire.

Au lendemain du défilé organisé chaque année dans la capitale par les néonazis du Comité du 9-Mai (C9M), les éléments que révèle aujourd'hui l'*Humanité* permettent d'arracher les cagoules... Et de plonger au cœur d'une organisation centrale dans l'extrême droite radicale. Chez l'un des interpellés, les enquêteurs trouvent un cache-cou avec le sigle C9M ainsi qu'un autocollant de l'édition 2024, avec une statue antique brandissant un glaive. Sur le téléphone d'un autre, une photo de groupe derrière un drapeau frappé d'une croix celtique, prise l'an dernier aussi. Le lien est établi explicitement par « Vicompte » dans son appel à l'attaque contre les antifascistes le 16 février : le chef insiste sur la présence de tous, car « *déjà cinq* » militants seront « *en déplacement en Allemagne ce week-end-là pour préparer le terrain pour le C9M* ».

#### RÉVÉLATIONS





Un militant lors du rassemblement du Comité du 9-Mai, samedi, à Paris.  
À gauche : les images de l'attaque perpétrée le 16 février par les Hussards.

Armes, bibelots de la Waffen-SS, antisémitisme et racisme... Derrière la candeur affichée devant la police et la justice, c'est tout un arsenal de matériels dangereux et d'idées nauséabondes qui apparaît au grand jour. Au cours des perquisitions, en particulier chez Lucas W. et Alexis L., on trouve une matraque télescopique, des poignards et des couteaux, des poings américains, des gazeuses, trois mallettes devant contenir des pistolets à blanc – dont deux sont vides. Par texto, les intéressés s'échangent, pour certains, des images de séances de tir. La veille de l'attaque contre Young Struggle, le 15 février, Louis T. prend un cliché d'une table basse avec un revolver posé au milieu des bouteilles. La plupart des militants interpellés fréquentent, par ailleurs, des clubs de sports de combat plus ou moins officiels. Signe d'une intégration forte dans la mouvance d'extrême droite radicale : dans un échange avec l'un d'eux, il est question de donner son nom au « gérant du GUD » pour pouvoir participer à un « active club », ces fight clubs nationalistes où, comme le dira un des jeunes nazillons, on est « entre potes » pour des « petites bagarres amicales ».

Dans les objets saisis par les enquêteurs, de spectaculaires « collections » de drapeaux hitlériens : un « soleil noir » – un

symbole païen très populaire chez les SS –, un drapeau de la division Charlemagne – « des Français qui se sont battus aux côtés des nazis contre le bolchevisme », détaille l'un des prospects –, des bannières esclavagistes des États-Unis, etc. Puis des affiches, des autocollants et sur les téléphones, des abonnements aux canaux de toute la mouvance ainsi que des échanges de mèmes – ces images à vocation satirique – plus racistes et malodorants les uns que les autres.

#### LES ANTÉCÉDENTS S'EXPRIMENT HAUT ET FORT

Tout ça n'est pas que du folklore, évidemment. Alexis L. se filme en faisant un salut nazi ; sur une autre photo, il porte un tee-shirt qui affiche un clin d'œil un peu crypté, mais clairement antisémite. Interrogé sur le cache-cou du GUD trouvé dans ses affaires, Martin B., le plus vieux des interpellés, dit l'utiliser pour « faire du VTT », après l'avoir acheté lors d'un concert parce que « c'est un peu les bad boys de la droite ». « Je n'ai pas de contact avec ces gens-là, jure-t-il. Je sais qu'ils tolèrent la Shoah, ce sont des antisémites notoires. Moi tuer des enfants, ça ne fait pas partie de mon idéologie. »

Dans ses appareils électroniques, les enquêteurs trouvent une photo d'un nazi humiliant une femme juive ou une

cartographie de la « population noire » en Europe. Un autre qui pose avec une arme et un drapeau de Daech explique qu'il fait « le signe des djihadistes, mais c'est pour rire ». Relancé sur le fait qu'il dit aimer écouter des nasheeds – ces chants traditionnels musulmans transformés parfois en appel au djihad –, il ajoute, en esthète : « Je ne sais pas de quoi ça parle, mais c'est une très belle langue. »

Mais derrière ces réponses aux enquêteurs, les antécédents s'expriment haut et fort. Au-delà des individus interpellés, un des membres du groupe « 16/2 » paraît sous une identité renvoyant à un néonazi de Lyon

Populaire. Dans le passé, et même si leurs casiers judiciaires sont vierges, tous les membres des Hussards identifiés jusque-là sont connus de la police et de la justice. Alexandre H. a été condamné à un « stage de citoyenneté » pour avoir

participé à une descente ultraviolente dans un lycée du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 2023. Lucas F. et Martin B. ont été interpellés avec 37 autres militants, en marge d'un hommage sur la tombe de l'écrivain collaborationniste Robert Brasillach. Avec eux, il y avait les deux gros bonnets des groupes successifs Zouaves, GUD et Hussards, Marc de Caqueray-Valménier – multicondamné pour violences, toujours à la tête du C9M et aujourd'hui, comme l'a révélé *la Lettre*, vigile sur l'île privée de Vincent Bolloré aux larges de la Bretagne – et Gabriel Loustau – fils d'un des chefs de la GUD Connexion –, condamné pour une attaque homophobe perpétrée le soir de la victoire du RN aux européennes de 2024.

#### LES ŒUVRES DE MAURRAS À CÔTÉ DE MEIN KAMPF

Parmi les éléments que *l'Humanité* a pu consulter, ce qui apparaît encore, c'est la grande porosité avec, à la fois, d'autres mouvements de l'extrême droite radicale, comme l'Action française (AF) ou l'Œuvre française, mais également avec les courants plus institutionnels. Parmi les Hussards en devenir, Louis T. est arrivé via les royalistes : dans ses quelques livres, les enquêteurs trouvent les œuvres de Maurras à côté de *Mein Kampf*. Lucas G. partage des grosses blagues nationalistes avec un très bon ami qui est à l'AF et qu'il retrouve, comme tout ce petit monde, dans les bars de Saint-Germain à Paris. Affirmant faire le catéchisme avec un abbé – qui s'avère être intégriste –, Alexis L. dit espérer le soutien dans sa mésaventure d'une association qui partagerait ses idées, le Clan, animé notamment par le pétainiste Yvan Benedetti. Signe qu'il ratisse large, sur le téléphone du même personnage, les policiers ont découvert un SMS de Reconquête lui demandant de rejoindre fissa. Mais, dans ce panorama, celui qui emporte tous les suffrages, c'est Jean-Marie Le Pen : tous, ou presque, se sont retrouvés à l'hommage rendu en son honneur en début d'année.

Mais même ces grandes figures ne font jamais oublier l'essentiel chez les Hussards et les prospects. Quelques jours après les obsèques du fondateur du Front national, et un mois avant leur attaque du 16 février, ils relancent leurs activités. Avec le même mode d'organisation : un groupe privé sur les messageries cryptées pour les préparatifs et une promesse de chasse à l'homme à Strasbourg-Saint-Denis. Le 1<sup>er</sup> février, les Hussards sont dépités, ils n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent. « Il n'y a que des groupes de nègres », déplore un des gars. Un autre dit avoir vu un groupe suspect dans un bar, avant qu'un éclaireur ne vienne démentir : « Rien à signaler, juste un renouvellement. » Le chef ordonne : « Chopez-le ! »

La projection de *Z* n'est pas terminée, elle se poursuit à ciel ouvert. Entre la justice et l'extrême droite, la fin du film reste à écrire. Mais le danger est là : stylisé et esthétisé lors du défilé du C9M, laid et lâche dans les rues. ■

THOMAS LEMAHIEU

# « Parades, et violences : l'extrême droite radicale avance »

Auteur d'un livre basé sur une longue enquête de terrain au sein de l'Action française, le sociologue **Emmanuel Casajus** pointe la porosité importante entre les différents courants fascisants.

**Is étaient près d'un millier, samedi, dans les rues de Paris, pour la manifestation néofasciste organisée par le Comité du 9-Mai. Pourquoi serait-ce une erreur de considérer comme marginale l'extrême droite radicale ?**

On est à la marge du monde politique, c'est incontestable, mais cette mouvance est étroitement liée à des milieux sociaux bien plus larges, et très électives. C'est un espace social qui est connecté aux cercles du pouvoir, aux milieux littéraires, militaires et mercenaires, néopâïens ou intégristes... Ils n'ont pas l'impression d'être isolés. Une bonne partie d'entre eux sont issus de l'ancienne aristocratie ou d'une grande bourgeoisie distinguée. Certains viennent aussi de milieux plus populaires. Cela permet aux jeunes de bonne famille de s'encaniller et aux autres de pénétrer dans des salons qui leur seraient fermés autrement... On voit dans les bars de la rue des Canettes, au cœur de Paris, où tout ce petit monde de l'extrême droite radicale fraie allègrement avec des journalistes de *Valeurs actuelles* ou du *JDD*, avec des cadres du RN et de Reconquête. Cette mouvance a ses mondanités, qui permettent aussi de consolider des rapports avec les partis institutionnels de l'extrême droite et au-delà.

**Dans votre livre (1), issu en partie d'une enquête de terrain de plus d'un an au sein de l'Action française (AF), vous pointez**

**une concurrence entre les différents courants, identitaires, royalistes et nationalistes révolutionnaires...** Dans ce qu'ils décrivent comme la « famille nationaliste », chaque groupe met en avant une idéologie, une esthétique et une mythologie, avec des âges d'or, à la fois dans la grande Histoire et dans la petite, celle du courant lui-même. Pour les néonazis, ça sera un passé antique, indo-européen, hellénistique, viking ou germanique, et les SS; pour l'Action française, c'est l'Ancien Régime, et les camelots du roi au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les figures historiques servent à donner des idéaux de conduite et de virilité auxquels il faut ressembler. Et tout ça entre en concurrence notamment lors des parades, comme celle du Comité du 9-Mai ou, au même moment, celle pour Jeanne d'Arc de l'Action française... C'est le concours du cortège le mieux rangé et structuré, celui qui fait peur et qui, au fond, serait le plus légitime. Mais il n'y a pas que le capital guerrier qui est disputé... A ce jeu, les nationalistes révolutionnaires entendent montrer leur puissance virile, tandis que les monarchistes tableront plus sur leurs neurones.

**Ce que vous montrez également, à travers la figure de Marc de Cacqueray-Valménier**



**EMMANUEL CASAJUS**  
Sociologue, membre du Laboratoire du changement social et politique (université de Paris Cité)

**- issu d'une longue lignée aristo contre-révolutionnaire intégriste, passé à la tête des mouvements néonazis (GUD, Zouaves et aujourd'hui Hussards) - , c'est la porosité entre ces groupes. Comment cela fonctionne-t-il ?**

Il y a des interstices, des moments où les individus s'extirpent de leurs groupes pour cesser les guerres de chapelles afin d'agir ensemble et coopérer, ou simplement parce qu'ils sont attirés par le style des autres... En réalité, beaucoup bricolent avec l'idéologie. Pendant que je faisais mon terrain, j'ai vu Marc de Cacqueray, qui dirigeait alors la branche lycéenne de l'AF, basculer vers le GUD, au nom de « l'interfaf », comme il l'appelle. Pour des jeunes issus de familles liées au mouvement, l'AF n'offre qu'un parcours très balisé : les parents, les grands-parents en font partie et, du coup, ils restent toujours un peu sous surveillance familiale... C'est comme une prolongation des scouts en quelque sorte. Dès lors, le GUD peut apparaître comme une manière de militer à l'extrême droite – je ne dirais pas moins « fils à papa », car il y en a aussi au GUD –, mais plus canaille, avec les tatouages, la muscu, les sports de combat... Cacqueray marquait une forme de révolte contre son milieu et aspirait à des choses considérées

comme vulgaires dans sa famille, mais il a aussi vu que la porte était ouverte chez les nationalistes révolutionnaires et qu'il pouvait assez facilement prendre les rênes.

**Qu'est-ce qui se joue dans ces affrontements récurrents avec les antifascistes ?**

On n'est pas du tout à l'abri d'un nouveau mort, comme Clément Méric, d'un côté ou de l'autre, d'ailleurs... L'honneur dans ces affaires, c'est le prestige que les autres leur octroient. Il est difficile de faire l'inventaire de cette économie souterraine de l'honneur : un groupe peut en attaquer un autre qui va vouloir se venger sur d'autres qui n'ont même pas connaissance de la première altercation. Les enjeux sociaux sont importants pour ces militants dans la mesure où, perdre, ça discrédite, et l'emporter, ça valorise. Cela renvoie à la question des trophées qu'il s'agit d'exposer. Ou, comme les Hussards le prétendent, faire une photo devant un rassemblement antifasciste pour la diffuser sur les réseaux sociaux... Mais si le but c'était juste de faire une photo, pourquoi ont-ils tapé à 25 un antifasciste isolé ?

**Derrière l'esthétique, la mythologie et la violence, quelle part tient la production idéologique dans cette mouvance ?**

La théorie politique, ce n'est pas trop l'affaire de la nouvelle génération nationaliste révolutionnaire, à la différence de ses aînés qui, dès les années 1950, ont cultivé



Le 10 mai, des membres du groupe extrémiste du Comité du 9-Mai défilent dans Paris.



GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

leur ligne antisémite, anti-impérialiste et de plus en plus tournée vers la Russie et l'Eurasie, à mesure que l'URSS déclinait. Sur ce dernier point, d'ailleurs, il y a des frictions entre les générations car les jeunes, eux, soutiennent l'Ukraine. Sur le fond, quand ces mouvements publient une brochure, c'est plus un « goodie » parmi d'autres qu'un manifeste doctrinal, et ça sert d'abord à remplir les caisses... Il y a bien un organe idéologique, avec une esthétique léchée, qui s'appelle Megamachina et qui est apparu récemment, mais quand on regarde, il est plus lié à l'AF qu'à la mouvance autour du GUD. Ce qui compte aujourd'hui pour eux en France, c'est de parvenir à atteindre le niveau du mouvement néofasciste italien Casapound qui a réussi, là-bas, à développer une vraie contre-culture dynamique, avec des lieux occupés, des bibliothèques, des salles de concert... L'objectif, dans ce cadre, c'est d'avoir toujours plus de militants dans les groupes qui existent, d'en ouvrir régulièrement dans de nouvelles villes et d'avoir des réseaux sociaux en état de marche. C'est une conquête de longue haleine pour eux. Et il faut bien reconnaître qu'à travers leurs influenceurs ou avec des mouvements qui se féminisent, ils avancent. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR THOMAS LEMAHIEU

(1) Style et violence dans l'extrême droite radicale, d'Emmanuel Casajus, éditions du Cerf, Paris, 2023.

## À Paris, un week-end de slogans néofascistes et royalistes

Après la manifestation du Comité du 9-Mai, samedi, l'Action française a marché ce dimanche pour rendre hommage à Jeanne d'Arc, suivie de près par des anciens pétainistes de l'Œuvre française.

Indubitablement, les touristes ne comprennent pas bien à qui ils ont affaire. Ce dimanche 11 mai, dans le doute, ils dégagent leur téléphone pour filmer cette étrange procession parisienne, partie des marches du palais Garnier, dans le quartier de l'Opéra, et qui se dirige vers la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides. Les slogans « *Gloire et honneur à Jeanne d'Arc* » ou encore « *Le roi, demain, la France en a besoin* », lancés avec vigueur et détermination par les militants de l'Action française (AF), une organisation d'extrême droite monarchiste, ne provoquent aucune réaction particulière parmi les badauds, si ce n'est quelques sourires étonnés.

Avenue de l'Opéra, depuis les fenêtres d'un appartement situé au 4<sup>e</sup> étage, un timide « *facho* » fuse à l'attention des royalistes sans provoquer de réponse. Ces derniers, trop absorbés par les consignes délivrées par le service d'ordre du cortège, ne l'ont même pas entendu. Place des Pyramides, alors que le discours qui doit clore cette déambulation va commencer, un homme s'époumone contre « *le roi* ». L'esclandre ne dure pas, il est rapidement mis de côté et contrôlé par des CRS. Les gros bras de l'AF n'auront rien de plus à se mettre sous la dent.

La veille, des tensions ont émaillé le défilé organisé par le Comité du

9-Mai (C9M) en hommage à Sébastien Deyzieu, un militant nationaliste mort en 1994. Une commémoration annuelle – finalement autorisée par la justice administrative, qui estime que cela ne trouble pas l'ordre public –, devenue au fil des ans un rendez-vous incontournable de l'ultradroite hexagonale (lire notre édition du 9 mai). Sur le boulevard du Montparnasse,

### 1000 militants se sont rassemblés sous des drapeaux ornés de la croix celtique.

des contre-manifestants antifascistes avaient tenté de perturber la marche à coups de pétards et de slogans « *Paris, antifa* », avant d'être encerclés par des cordons policiers. Quelques cogneurs du service d'ordre du C9M se sont lancés dans une course-poursuite avec des antifascistes isolés, avant de rebrousser chemin. Ils étaient 1000 radicaux à s'être rassemblés sous les drapeaux arborant la croix celtique. Un tour de force. Ce dimanche, selon une source préfectorale, l'Action française n'a aligné que 300 militants pour rendre hommage à la Pucelle d'Orléans.

Un effet de la concurrence entre les différents groupuscules ? « Avec la

proximité des deux manifestations, il y a un risque d'être amalgamés au Comité du 9-Mai. Alors que nous n'avons rien à voir avec eux, ni sur le plan des idées ni dans cette attirance pour une certaine esthétique », se défend un cadre de l'AF Bordeaux. « Eux sont dans une forme d'engagement événementiel avec cette manif annuelle. Ça leur permet de se dire qu'ils pèsent dans le « milieu ». Le reste du temps, ils versent dans le hooliganisme, pas nous », prétend notre source.

### PASSERELLES ET RIVALITÉS

Une distinction pas toujours si claire, certains militants royalistes ayant franchi le Rubicon et rejoint des groupuscules néonazis – preuve qu'il existe des passerelles entre ces groupes, mais aussi des rivalités violentes.

À l'écart de l'AF, une troupe d'une cinquantaine d'individus fait le pied de grue. Ils sont emmenés par Yvan Benedetti, ancien chef des pétainistes de l'Œuvre française, aujourd'hui président du mouvement Nation. Prudemment, ils prennent la suite de l'Action française, sous les regards hostiles de ces derniers. L'ambiance est tendue. Il y a quatre ans, Benedetti s'était fait lyncher par les royalistes. Il ne semble pas pressé de renouveler l'expérience. ■

BRUNO RIETH



Des manifestants de l'Action française, le 11 mai, à Paris, lors de leur rassemblement annuel. HENRIQUE CAMPOS/HANS LUCAS/AFP

# Au Sénat, la droite s'acharne sur les droits des étrangers

**IMMIGRATION** Une proposition de loi, examinée par le Sénat ce 12 mai, vise à évincer les associations qui aident juridiquement les personnes dans les centres de rétention administrative.

## Annonces légales

*Le journal l'Humanité est officiellement habilité pour l'année 2025, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements: 93, 94.*

Arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.  
-Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés:  
le tarif est au forfait - Toutes autres modifications ou événements multiples: le tarif est de 0,237 euro H.T. le caractère.

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 2 mai 2025, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :  
Dénomination :

### LIGHT-DEC

Objet social : La Société a pour objet, en France et dans tous les pays : - La conception, développement, fabrication, commercialisation et distribution d'objets connectés éducatifs et de kits électroniques destinés à l'apprentissage de l'électronique, de la programmation et de l'Internet des Objets (IoT). - La prestation de services de conseil, formation et accompagnement pédagogique pour les établissements scolaires, les centres de formation, les fablabs dans les domaines de l'électronique, de la programmation, de l'automatisation et de la robotique. - La création et gestion de plateformes numériques (applications web et mobiles) permettant le suivi des progrès, la gestion des projets, et la mise à disposition de contenus éducatifs en lien avec l'utilisation des objets connectés proposés. - La recherche et développement en matière d'innovation technologique dans les secteurs de l'éducation numérique et de l'électronique, incluant les brevets, licences et technologies nécessaires à l'amélioration et à l'évolution des produits éducatifs connectés. - L'acquisition, gestion et exploitation de brevets, marques et autres droits de propriété intellectuelle en relation avec les technologies éducatives et les objets connectés. - L'organisation d'ateliers, séminaires, et événements visant à promouvoir l'apprentissage de l'électronique et des nouvelles technologies. Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. La Société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité sera de nature à faciliter la réalisation de son objet social. Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelle que forme que ce soit les opérations entrant dans son objet social.

Siège social : 82 rue De La Gare, 94290 Villeneuve-le-Roi  
Capital : 10 000 euros  
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Crèteil

### PRESTIGE DE L'IMMOBILIER

SAS au capital de 8 000 euros  
Siège social : 48, boulevard de Strasbourg, 93600 Aulnay-Sous-bois  
882 511 199 RCS de Bobigny

Aux termes de l'AGE en date du 31 décembre 2024 les associés ont décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé liquidateur Mme Anaëlle ESSART, demeurant Cité la Coutille, Bât 4, App 330, rue des Marnaudes, 93200 Saint-Denis et fixé le siège de liquidation au siège social. Mention au RCS de Bobigny.

### EURL MGI ARCHITECTURE

En liquidation au capital de 100 euros

Siège social : 2, rue Paul-Et-Armand-Fumouze, 93450 L'Île-Saint-Denis  
881 358 394 RCS Bobigny

En date du 1er janvier 2025, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Mme Gillois Maryline, demeurant 2, rue Paul-Et-Armand-Fumouze, 93450 L'Île-Saint-Denis de son mandat, lui a donné quittance de la gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 1er janvier 2025. Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bobigny.

### GARANTPOSE

SARL en liquidation au capital de 7622,45 euros  
Siège social : 45, rue de Strasbourg, 94700 Maisons-Alfort  
Siren : RCS : Créteil 423143825

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale mixte en date du 17 avril 2025, l'AG des associés a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 17 mai 2025, et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé M. JANSSOONE Robert demeurant 45, rue de Strasbourg, 94700 Maisons-Alfort en qualité de liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de liquidation est fixé au 45, rue de Strasbourg, 94700 Maisons-Alfort.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Crèteil en annexe au RCS.

### DIVERS SOCIETES

RUE DE MITRY FAMILY  
SCI au capital de 1 000 euros  
Siège social : 4, avenue Philippe-De-Girard, 93420 Villepinte  
934 862 913 RCS de Bobigny

Aux termes de l'AGE en date du 31 mars 2025 les associés ont décidé de modifier la dénomination sociale qui devient :

### BLD ROBERT BAL-LANGER FAMILY

Mention au RCS de Bobigny.

« **O**uand le droit ne protège plus, il faut le changer », affirmait Bruno Retailleau dans un entretien au Figaro magazine en octobre 2024. Le ministre de l'Intérieur

n'en finit plus de porter des coups aux droits humains, particulièrement ceux des étrangers. Ayant fait de l'immigration une obsession, le locataire de la Place Beauvau avait appelé il y a quelques mois à être « plus exigeant vis-à-vis des associations qui interviennent dans les centres de rétention administrative (CRA) ».

Aujourd'hui, ces organisations représentantes de la société civile sont au nombre de cinq (le Groupe SOS solidarités, la Cimade, France terre d'asile, Forum réfugiés et Solidarité Mayotte) à être mandatées par l'État pour conseiller juridiquement les étrangers placés dans les CRA en vue de leur expulsion. Pour rappel, en 2024, 16 228 personnes ont été enfermées dans les CRA en métropole (et 24 364 en outre-mer), d'après le dernier rapport sur la rétention administrative en France. Des chiffres en légère baisse par rapport à 2023 (16 969), mais qui restent en forte hausse comparés à l'année

2022 (15 922). Or, depuis quelques semaines, ces associations redoutent leur éviction pure et simple des CRA. Une nouvelle proposition de loi vise à confier leur « rôle d'information sur l'accès au droit de l'étranger » à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), organisme placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Le texte de loi qui est examiné ce lundi a été déposé par la sénatrice « Les Républicains » (LR) du Val-de-Marne, Marie-Carole Ciuntu, qui met en doute « la neutralité » des associations et s'interroge « pour savoir si elles (...) ne participent pas à un mouvement volontaire systématique de massification des recours, de nature à entraîner la politique mise en œuvre en matière de lutte contre l'immigration illégale ».

### CONFLIT D'INTÉRÊTS

Une accusation totalement fallacieuse pour les associations concernées. « Cela prouve la totale méconnaissance des rapporteurs de la loi sur l'action des associations dans les CRA. Nous sommes tenues par un strict cahier des charges. À ce jour, il n'y a jamais eu aucun signalement pour manquement à celui-ci. Notre

liberté d'expression et d'association n'a rien à voir avec les actions menées dans les CRA ! Quant au supposé manque de neutralité, c'est une idée reçue qu'ils ont eux-mêmes alimentée », dénonce Laurent Delbos, responsable plaidoyer au Forum réfugiés, qui voit dans ce projet de loi un « combat politique ». En effet, en dehors de leurs actions d'accompagnement juridique, les associations publient chaque année un rapport décrivant les conditions d'enfermement des personnes retenues et dénonçant les violences et le défaut d'accès aux soins médicaux dont ils sont victimes ainsi que l'enfermement d'enfants, en violation des traités internationaux.

« Les rapporteurs du projet de loi ne font que suivre un objectif politique qui est de faire sortir les associations des CRA en les punissant pour leurs actions de soutien vis-à-vis des étrangers. Or, si l'Ofii nous remplace, il y aura un vrai manque de neutralité. Alors qu'il est sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, il va aider des personnes dans leurs recours contre des décisions prises par ce même ministère », poursuit le responsable associatif.

Un conflit d'intérêts qui risque également de contrevenir au droit. « Le Conseil d'État a jugé en 2009 que l'État ne peut conclure une convention qu'avec des personnes morales présentant des garanties d'indépen-

dance ! Confier l'accompagnement juridique à l'Ofii ne permet donc pas d'assurer l'exercice effectif des droits », rappelle Claire Bloch, chargée de soutien aux équipes et projets concernant la rétention à la Cimade. « Le texte de loi précise également que les personnes pourront bénéficier de l'aide juridictionnelle. Or, dans les CRA, nous réalisons énormément de démarches quotidiennes ainsi que des procédures d'urgence. Celles-ci ne sont pas compatibles avec le recours à un avocat, qui, comme on le sait, peut être long », ajoute-t-elle. Si elle était adoptée par le Sénat, la proposition de loi de LR, qui devra ensuite être votée par les députés, constituerait une énième attaque de la Chambre haute contre les droits fondamentaux des personnes étrangères. À la mi-mars, le Sénat a déjà adopté en première lecture une proposition de loi pour étendre la durée maximale de rétention de quatre-vingt-dix à deux cent dix jours pour les étrangers condamnés pour un crime ou un délit puni d'au moins cinq ans d'emprisonnement. De quoi ravir l'extrême droite. ■

BÉRÉNICE PAUL



La vaccination reste le moyen le plus efficace de prévenir la maladie. SEBASTIEN ORTOLA/REA

# Flambée des cas de rougeole chez les non-vaccinés

**SANTÉ** La circulation du virus en France a enregistré un taux record au premier trimestre 2025. En cause, une couverture vaccinale imparfaite liée à la défiance de certains antivax, mais aussi au défaut de prévention et d'accès à la médecine de ville.

**U**n rhume, une forte fièvre, suivie de l'apparition de boutons rouges sur le visage et sur le corps... Autant de symptômes caractéristiques de la rougeole. « C'est le virus probablement le plus contagieux que l'on connaisse, estime l'infectiologue Odile Launay. Un porteur peut infecter jusqu'à 15 personnes. La maladie, bénigne dans la majorité des cas, peut avoir des conséquences respiratoires ou neurologiques graves, amenant dans le pire des scénarios au décès du patient. »

Alors que la maladie avait quasiment disparu des radars en 2022 et en 2023, la rougeole connaît cette année une résurgence préoccupante en France. Une augmentation

observée également à l'échelle mondiale. Du 1<sup>er</sup> janvier au 13 avril 2025, 427 cas ont été déclarés aux agences régionales de santé (ARS), soit un total approchant le nombre de cas déclarés pour l'ensemble de l'année 2024 (483). Sur l'ensemble des cas rapportés, 35 % ont nécessité une hospitalisation et près de 14 % ont connu des complications (pneumopathies ou encéphalites). Et un patient adulte immuno-déprimé est décédé.

## L'ÉPIDÉMIE TOUCHE LES JEUNES

De multiples facteurs expliquent cette re-crudescence de la maladie. « La réurgence à laquelle on assiste s'explique par la situation mondiale et la baisse de vaccination globale enregistrée à la suite de la pandémie de la Covid-19. D'importantes épidémies de

rougeole sont en cours au Maroc, en Europe de l'Est et aux États-Unis. Le virus a ainsi été réintroduit sur le territoire français et s'est diffusé au travers de communautés pas vaccinées ou mal vaccinées, indique Odile Launay. Pour atteindre l'immunité collective, il faudrait que la couverture vaccinale soit de 95 % avec deux doses de vaccin reçues. Or elle gravite autour de 87 % avec des disparités sur le territoire. Par ailleurs, même chez les cohortes d'enfants nés après 2018, elle stagne autour de 92 %. »

L'épidémie touche plus particulièrement les jeunes adultes. Chez les enfants nés après 2018, soumis à la vaccination obligatoire aux vaccins ROR (rougeole-oreillons-rubéole), le virus circule moins. Preuve que la vaccination reste le moyen le plus efficace de prévenir la maladie.

La plupart des mineurs concernés sont nés avant 2018, ils restent donc soumis à la seule recommandation vaccinale et non pas à son obligation. Un chiffre qu'Anne-Sophie Ronnau-Baron, la responsable de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes, estime « assez décevant par rapport à l'objectif fixé. Malheureusement, certains parents sont antivax. Ils n'anticipent pas toutes les conséquences potentielles pour leurs propres enfants, mais également pour

**Dans le monde, selon l'OMS, la vaccination antirougeole a permis d'éviter plus de 60 millions de décès entre 2000 et 2023.**

leurs proches ». Un phénomène qui s'explique par le profil type du défiant vaccinal, « dont le premier réflexe est de craindre davantage des effets délétères du vaccin, plutôt que de prendre en considération les effets bénéfiques de sa protection. La perception du risque est altérée, les parents sont convaincus qu'ils protègent leurs enfants en ne les vaccinant pas », analyse Romy Sauvayre, sociologue des sciences et des croyances à l'université Clermont Auvergne et au CNRS.

## « UN MANQUE DE COMMUNICATION »

Le dernier bulletin vaccination de Santé publique France montre pourtant une stabilisation de l'adhésion vaccinale à un niveau élevé, avec 83,7 % des personnes interrogées en métropole déclarant être favorables à la vaccination. En revanche, des disparités socio-économiques persistent et semblent même se creuser de plus en plus : les personnes aux revenus et niveau d'éducation moins élevés se déclarent moins favorables à la vaccination.

L'infectiologue Odile Launay déplore « un manque de communication autour de la rougeole, maladie qui avait quasiment disparu, et sur son vaccin ROR. Au moment de la pandémie, tous les efforts d'information ont été tournés vers le Covid au détriment d'autres virus ». Par ailleurs, Santé publique France reconnaît que « la difficulté d'accès à un professionnel de santé sur le territoire peut avoir des conséquences en termes de couverture vaccinale ». Pour rappel, 87 % de la population française vivent dans un désert médical.

Mais, plus « surprenant, sur ce premier trimestre de l'année 2025, des crèches ont aussi été des foyers de l'épidémie de rougeole », s'étonne l'infectiologue. Or, il s'agit d'enfants de moins de 5 ans, et donc normalement soumis à l'obligation vaccinale pour rentrer dans les collectivités. Soit ces enfants étaient mal vaccinés, soit leurs parents ont obtenu de faux certificats de vaccination de la part d'un médecin.

Dans le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé, la vaccination anti-rougeole a permis d'éviter plus de 60 millions de décès entre 2000 et 2023. ■

SCARLETT BAIN

EN LUTTE

**MÉDECINS NON PAYÉS**

Après les médecins légistes du grand Toulon, c'est au tour des soignants de SOS médecins de rejoindre le mouvement de grève. Ces derniers, qui exercent dans le cadre de réquisitions, dénoncent le non-paiement de leur travail par le ministère de la Justice.

**BIBUS EN DÉBRAYAGE**

Les agents du réseau de bus de Brest (Finistère) Bibus seront à nouveau en grève ce 12 mai. À l'appel de la CFDT, les salariés comptent débrayer par période de 59 minutes pour réclamer de meilleures conditions de travail et dénoncer la pression de leur employeur, RATP Dev.

**GRÈVES DOMINICALES**

À l'appel de la CFDT, les agents de Clermont Auvergne Métropole, notamment au sein des déchetteries ou des médiathèques, ont cessé le travail lors des deux premiers week-ends de mai. Ils réclament une meilleure reconnaissance salariale du travail le dimanche.

# Moins de chômage, mais plus de pauvreté



Manifestation des travailleurs du secteur social et médico-social, le 1<sup>er</sup> avril, à Paris. ÉRIC BRONCARD/HANS LUCAS

**NIVEAU DE VIE** Alors que le nombre de privés d'emploi a diminué entre 2015 et 2022, la part des personnes en précarité a, lui, augmenté. Les salariés en temps partiel, en contrat court, ou encore en invalidité, sont en première ligne de cette dégradation.

**J**e vous le dis en toute sincérité, réveillez-vous. Au moment où je vous parle, on est à 7 % de chômage. » En novembre 2023, Emmanuel Macron, dans une allocution, ravivait sa rengaine du plein-emploi, son objectif de parvenir à 5 % de chômage en 2027, coûte que coûte. Loin du mythe que s'est construit le président sur les bienfaits de cette ambition, les faits sont têtus, et terribles pour les plus précaires. Selon une étude du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) publiée le 7 mai, la baisse du taux de chômage n'a guère signé le recul de la pauvreté. Au contraire, celle-ci et le sentiment de pauvreté ressenti par les Français ont continué de progresser. En effet, selon le diaporama dressé par l'institution, alors que le chômage a baissé de 3 points entre 2015 et 2022, passant de 10,3 % à 7,3 %, le taux de pauvreté monétaire, lui, a augmenté. Le nombre de personnes vivant avec moins de 60 % du niveau de vie médian est passé de 14,2 % à 14,4 %. La part des personnes devant renoncer à au moins cinq dépenses de la vie courante sur une liste de treize (par exemple, pouvoir accéder à Internet, pouvoir avoir une activité de loisir régulière, chauffer son logement ou encore pouvoir acheter des vêtements neufs) est passée de 12,1 % à 13,1 %. Le sentiment de pauvreté s'est quant à lui envolé de plus de 6 points, passant de 12,4 % à 18,7 % parmi la population sur la même période.

**L'AGENDA**



**13 mai** La CGT, l'Unsa, la FSU, Solidaires et la CFE-CGC appellent les fonctionnaires à faire grève contre «*l'affaiblissement et l'abandon de missions de service public*» et le gel du point d'indice.

**14 mai** À l'appel de l'intersyndicale de l'Éducation de l'académie de Créteil, une journée de lutte et de grève se tient pour la défense de la formation à l'enseignement, à la suite de l'annonce de la fermeture

du site de Saint-Denis (93) de l'INSPE.

**15 mai** Temps fort de la semaine d'action contre les coupes budgétaires dans le secteur sanitaire et social, à l'appel des syndicats SUD, CGT et de collectifs.

**5 juin** La CGT lance une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle pour l'abrogation de la réforme des retraites, la défense de l'emploi et des services publics et les hausses de salaires.

Selon le CNLE, une des raisons est à trouver dans la nature des emplois créés entre 2015 et 2022. Car si le chômage a en effet reflué, les emplois créés n'ont pas tous été de qualité identique. «*De nombreux emplois créés n'ont pas entraîné une sortie de la pauvreté, que ce soit pour les actifs employés sous contrats temporaires et à temps partiel ou pour ceux sous le statut de microentrepreneur, qui sont restés pauvres monétiquement dans l'emploi, ou pour les apprentis de l'enseignement supérieur, qui souvent vivaient déjà en-dessous du seuil de pauvreté avant d'être en emploi*», notent ainsi les auteures de l'étude. En somme, l'objectif de réduction du

**Le nombre de personnes vivant avec moins de 60 % du niveau de vie médian est passé de 14,2 % à 14,4 %.**

chômage sur des contrats courts, atteignant des taux comparativement élevés (15,5 % en 2015, 18,3 % en 2019 comme en 2021), les intérimaires (de 14,1 % à 23 %) et les chômeurs (de 34 % à 37 %)», détaille le rapport.

#### LES CONSÉQUENCES DES DERNIÈRES RÉFORMES

Si l'augmentation des difficultés touche les personnes en emploi de piètre qualité, les personnes inactives sont elles aussi à la peine. Ainsi, le taux de pauvreté a augmenté parmi les personnes retraitées, à mesure que la pension moyenne, en euro constant, a diminué de 2015 à 2022. Le taux de pauvreté des personnes ne pouvant travailler pour cause d'invalidité a lui aussi bondi. Il est passé de 26,8 % en 2015 à 36,7 % en 2022.

Cette publication du CNLE apporte ainsi une lumière crue sur la politique de réduction du chômage menée par Emmanuel Macron. Les dernières réformes de l'assurance-chômage ont en effet eu pour principale conséquence de jeter dans la précarité les personnes privées d'emploi. La réforme entrée en vigueur en 2021, par exemple, visait ainsi à revoir à la baisse le montant de l'allocation, en modifiant le mode de calcul du salaire de référence, sur lequel se base l'indemnisation, pénalisant les personnes dont la carrière a été la plus discontinue.

La même année, le nombre d'heures travaillées nécessaires pour pouvoir ouvrir des droits au chômage a été rehaussé, et la durée d'indemnisation rabotée. En plus d'accentuer la pauvreté des salariés et des personnes inactives, les politiques publiques entreprises par les gouvernements d'Emmanuel Macron – la dernière en date étant la réforme du RSA conditionnant l'octroi du minimum à des heures de travail – alimentent nombre de tensions. Selon le CNLE, celles-ci sont à mettre au compte des «*problématiques d'information et d'accès aux droits des usagers, des besoins exprimés non satisfaits et des phénomènes de concurrence entre usagers*». Ces discordes mènent parfois au drame. Le 28 janvier 2021, une conseillère de France Travail (ex-Pôle emploi) a même été tuée par un usager à Valence (Drôme). La recrudescence des rendez-vous générée par les réformes de l'assurance-chômage, couplée au sous-effectif de l'administration, avait été pointée du doigt par les syndicats. ■

MARIE TOULGOAT

## À Montre Service, la machine à cash écrase les salariés

**HORLOGERIE** Surcharge de travail pour les uns, dividendes généreux pour les autres... L'entreprise de réparation fait face à la colère des syndicats, qui dénoncent les salaires qui stagnent et les cadences infernales.

**C**hez Montre Service, le temps, c'est de l'argent... public. Depuis la crise du Covid, l'entreprise aurait touché 1,5 million d'euros d'aides de l'État (couverture de l'activité partielle, coûts fixes et aide aux loyers). Alors que l'échéance des remboursements, prévue en 2026, se rapproche, l'actionnaire principal, Ronel Holdings, a reçu 600 000 euros de dividendes. Dans le même temps, l'entreprise déclare être en perte financière pour l'exercice 2024.

Soupçonnée par ses employés de faire de l'optimisation fiscale avec des aides publiques, «*l'entreprise prévoit de ne pas investir un seul euro cette année dans les salaires et l'amélioration des conditions de travail*», s'insurge la section commerce de Force ouvrière (FO). Face à cette situation, un mouvement de grève a été organisé dans 31 magasins de l'enseigne, le samedi 26 avril, pour exiger une revalorisation des salaires.

Montre Service, qui s'est imposé depuis 1966 avec sa chaîne

de boutiques sur le créneau de la réparation de montres et diverses tâches de cordonnerie, emploie 108 salariés, répartis au sein de ses 41 sites. Un effectif largement insuffisant pour faire tourner les magasins, estiment les représentants syndicaux. «*Sur le terrain, les employés se sentent essorés, leur temps personnel n'est pas respecté, pas plus que ne leur est accordé un véritable droit à la déconnexion*», témoignent-ils avant d'en arriver à ce constat : «*L'humain n'est pas là*», au sein de la direction de Montre Service.

#### « UN JEU SUR LES COMPTES BIEN FICELÉ, MAIS LÉGAL »

Malgré des aides de l'État, dont un prêt garanti (PGE) de 720 000 euros, l'entreprise est en perte de vitesse depuis trois ans. Les comptes accusent même une perte de 80 000 euros de recettes sur l'année 2024. Pour Christelle Camier, déléguée syndicale à Force ouvrière depuis 2018, le but est toutefois de «*faire du cash, encore du cash et ouvrir des boutiques*», afin de résorber les dettes. Dans ce contexte,

la syndicaliste estime que l'offre mise sur la table par la direction d'une revalorisation des primes sur objectif est «*insuffisante*».

Pour remettre les pendules à l'heure, Carole Prioult, représentante syndicale à FO, précise qu'il s'agit d'un «*jeu sur les comptes bien ficelé, mais légal*». En étudiant le dossier, elle a observé que les patrons «*ont construit un système financier qui passe par le Luxembourg. Il n'y a rien d'illégal à ça, aucun recours aux prud'hommes possible*». La syndicaliste rappelle «*qu'offrir des primes aux employés, c'est tendre une carotte prévisionnelle, en misant sur la rentabilité. Il faut juste que la direction prenne conscience des revendications des salariés*». Contactée, l'entreprise de réparation de montres n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations.

En France, presque 3 millions d'entreprises ont bénéficié des aides de solidarité de l'État liées à la période Covid (2020-2021), pour un montant de 41 milliards d'euros. ■

ELIE POLSELLI



Montre Service emploie 108 salariés, répartis au sein de ses 41 sites.  
FRÉDÉRIC MAIGROT/REA

# « L'Équateur peut désormais être qualifié de dictature »

## AMÉRIQUE LATINE

L'ex-président Rafael

**Correa** revient sur l'élection au terme de laquelle Daniel Noboa s'est maintenu au pouvoir, sur fond de forts soupçons de fraude qu'alimente un nouveau rapport.

Envoyé spécial, Bruxelles (Belgique).

**U**n mois après le second tour de l'élection présidentielle en Équateur, au terme duquel la candidate de gauche Luisa Gonzalez s'est étrangement inclinée avec 11 points d'écart face au candidat-président Daniel Noboa, le camp progressiste continue de dénoncer une « méga fraude ». L'Organisation des États américains (OEA) et l'Union européenne (UE) ont d'ailleurs reconnu des irrégularités qui, selon Rafael Correa, auraient suffi à invalider l'élection si elle avait été organisée par un gouvernement de gauche. À la lumière d'un nouveau rapport indépendant qui alimente les soupçons de tricherie, l'ancien président (2007-2017) exige l'ouverture des urnes, sous le contrôle d'observateurs internationaux.

**Un mois après l'annonce des résultats, votre camp maintient qu'il y a eu une fraude électorale.**

Nous sommes face à une élection qui a souffert d'irrégularités à tout moment : avant le scrutin, le jour du vote et après. Durant la campagne, Daniel Noboa n'a pas respecté les lois qui lui imposaient de se mettre en retrait de ses fonctions, et ses ministres ont également fait campagne lors d'événements de propagande grotesques. Il y a eu une utilisation flagrante des ressources publiques – nous parlons

de millions de dollars – avec, par exemple, des allocations versées aux électeurs durant l'entre-deux-tours, ce qui s'appelle de l'achat de voix...

**L'OEA et l'UE ont d'ailleurs reconnu ces irrégularités ainsi qu'un déséquilibre évident lors de la campagne, avec un appareil étatique et même des institutions électORALES qui ont favorisé le candidat-président...**

N'oublions pas qu'elles ont également reconnu des irrégularités durant le processus électoral, comme la décision de

## ENTRETIEN



Rafael Correa décrit une Constitution « piétinée ». BLUE FILMS

décréter la veille un état d'urgence, c'est-à-dire de placer le scrutin sous le contrôle des forces armées. Si tout cela avait été fait sous n'importe quel gouvernement de gauche de notre continent, l'élection aurait-elle été reconnue ? La réponse est simple : on aurait crié à la dictature. Cette élection n'a pas été propre et ses graves irrégularités devraient à elles seules suffire pour l'annuler. Malgré toutes ces adversités, ils n'ont pas pu battre Luisa Gonzalez et ils ont dû recourir à une fraude. Le nouveau rapport que nous présentons abonde dans ce sens.

**En effet, la Révolution citoyenne vient de diffuser un rapport réalisé par un institut scientifique espagnol indépendant qui semble confirmer vos soupçons...**

Il existe des indices clairs qui devraient conduire à une enquête approfondie. Nous dénonçons depuis le début que le résultat du second tour est statistiquement, mathématiquement et électoralement impossible. Plusieurs spécialistes ont déclaré, études à l'appui, que cette différence de plus de 1 million de voix n'avait aucune probabilité de se produire compte tenu des résultats du premier tour. Ils ont voulu tricher, mais ils ont trop chargé la mule : cet écart est grotesque, personne ne peut être dupé à ce point.

#### **Comment ont-ils procédé ?**

Ils ont procédé à une fraude très élaborée, en utilisant un matériau spécial pour les bulletins qui permette l'altération du vote au moyen de stylos spéciaux. Ce nouveau rapport de plus de 60 pages a confirmé nos soupçons en signalant d'une part « une encre hautement transférable » ainsi qu'un « type de papier prétraité » chimiquement. Il est très important de souligner que l'OEA a elle-même écrit noir sur blanc dans son rapport avoir observé « qu'il y avait des problèmes parce que l'encre utilisée pour marquer les bulletins de vote était transférée (d'un candidat à l'autre) lorsqu'ils étaient pliés, en raison de la symétrie du design ». C'est loin d'être un détail : c'est sans précédent. Face à la gravité de ces faits, seule une totale transparence permettrait de lever les doutes qui sont plus que légitimes. Aussi nous lançons un appel international urgent pour que les urnes soient ouvertes et que l'OEA et l'UE agissent en tant qu'observateurs.

#### **Qu'arrivera-t-il en Équateur si l'on ne met pas un terme à la poursuite de ce gouvernement ?**

Nous continuerons à vivre une situation honteuse : la pire destruction jamais connue d'un pays en temps de paix. Depuis la fin de notre administration, en 2017, l'Équateur est passé du deuxième pays le plus sûr d'Amérique latine à l'un des plus violents au monde. À base de recettes néolibérales, de démantèlement de la force publique et d'ouvertures au secteur privé, la droite a provoqué une destruction de l'État et en même temps son infiltration par le crime organisé. Mais certaines personnes, parfois très proches du pouvoir actuel, ne veulent pas mettre fin à ce phénomène parce que des millions de dollars sont blanchis dans le système financier équatorien.

**Les présidents précédents se mettaient au service de l'oligarchie et des États-Unis, alors qu'avec Daniel Noboa ces deux éléments se retrouvent au sein de l'exécutif...**

En effet, c'est un pas de plus vers la soumission. Daniel Noboa n'a aucun amour pour notre pays et encore moins pour ses habitants. Il parle mieux l'anglais que l'espagnol : il est né à Miami et possède la nationalité états-unienne ; il a grandi en tant que fils de multimillionnaire et se comporte comme tel. Son chef est le président Donald Trump ; l'Équateur ne l'intéresse pas, sauf comme terrain de jeu pour faire des affaires, avec la caste qui l'entoure.

#### **Êtes-vous d'accord pour dire que nous avons affaire à un régime « néolibéral autoritaire » ?**

Je dirais qu'il ne s'agit plus seulement d'un modèle autoritaire : avec cette élection il peut désormais être qualifié de dictatorial. Les lois et les principes fondamentaux de notre Constitution ont été piétinés. L'État de droit était déjà très dégradé, mais ils sont en train de le mettre en pièces. Ce n'est plus de l'autoritarisme : il s'agit de l'exercice du pouvoir sans contrepoids, en toute impunité. On peut parler de dictature, et j'utilise là une étiquette collée aux gouvernements latino-américains de gauche pour bien moins que cela. ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUIS REYGADA**

Retrouvez cet entretien en intégralité sur l'Humanité.fr

# **Ukraine : les lignes bougent sur le front diplomatique**

**GUERRE** Paris, Berlin et Varsovie, appuyés par Washington, avancent depuis Kiev une proposition de cessez-le-feu à laquelle le Kremlin répond par une offre de dialogue direct avec le pouvoir ukrainien, à partir du 15 mai, à Istanbul.

**A** la sortie de leur visite à Kiev, samedi 10 mai, les dirigeants des quatre plus puissants pays européens sur le plan militaire, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Pologne, se sont prononcés en faveur d'un cessez-le-feu de trente jours, « complet et inconditionnel ». Sur demande expresse du chancelier allemand, l'administration états-unienne avait été associée à cette démarche. Les autorités russes ont aussitôt voulu donner le change à l'initiative occidentale. Elles semblent désormais enclines à s'engager dans un processus diplomatique pour mettre fin à la guerre qui ravage l'Ukraine depuis plus de trois ans.

Le Kremlin avait fait, lui aussi, une sorte de démonstration de force diplomatique, la veille, le 9 mai, en conviant plus d'une trentaine de pays, dont la Chine, le Brésil et plusieurs figures du Sud global, aux festivités de la célébration de la victoire sur le nazisme à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la capitulation de l'Allemagne hitlérienne. Il a voulu afficher, de son côté, également, quelques signes de bonne volonté, ce 11 mai,

pour mettre un terme au conflit en annonçant qu'il serait prêt à des « discussions directes » avec Kiev sur ce thème d'une éventuelle cessation des combats.

#### **DÉFENDRE UNE TRÈVE INCONDITIONNELLE**

Le président russe, Vladimir Poutine, a proposé que ces pourparlers aient lieu à partir du 15 mai à Istanbul, en Turquie. Selon lui, cet effort diplomatique viserait à « éliminer les causes profondes du conflit » et à permettre « de parvenir à la restauration d'une paix durable à long terme ». Il se réfère aux premières négociations en direct – déjà entamées en Turquie en 2022 –, mais qui ont échoué, tout en précisant que celles-ci ne comporteraient « aucune condition préalable » pour Kiev.

Cette proposition russe a été accueillie plutôt favorablement par les autorités ukrainiennes. « C'est un bon signe que les Russes envisagent enfin de mettre fin à la guerre », a déclaré Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, en ajoutant que le monde entier « attendait cela depuis très longtemps ». Il a cependant remis aussitôt sur la table la proposition

de cessez-le-feu de trente jours avancée la veille à Kiev par ses alliés européens et états-unien. Proposition à laquelle Vladimir Poutine s'est montré, pour l'heure, peu réceptif, repoussant l'éventualité d'un arrêt des hostilités après le démarrage des pourparlers d'Istanbul.

Le président français, Emmanuel Macron, de retour de Kiev a, lui, fait savoir qu'il n'appréciait guère le délai que semble vouloir imposer son homologue russe. Il estimait que les négociations « directes » proposées par Moscou sont « un premier mouvement mais pas suffisant », précisant qu'un « cessez-le-feu inconditionnel » ne saurait « par définition » être « précédé de négociations ». Selon le locataire de l'Élysée, l'initiative russe serait l'illustration que Poutine « cherche une voie, mais qu'il y a toujours chez lui la volonté de gagner du temps ».

Le locataire de l'Élysée a conclu en martelant qu'il « fallait tenir bon avec les Américains », pour dire que le cessez-le-feu est inconditionnel et qu'après, seulement, « on peut discuter du reste ». ■

**BRUNO ODENT**

## **DROIT DE SUITE Trump met Modi au pas**

Le premier ministre indien, Narendra Modi, a toujours fait du Cachemire une question strictement bilatérale, voire nationale. En annonçant lui-même le cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan, le 10 mai, son allié le plus puissant, Donald Trump, l'a renvoyé au rang de supplétif. « Après une longue nuit de pourparlers sous la médiation des États-Unis, je suis heureux d'annoncer que l'Inde et le Pakistan ont convenu d'un cessez-le-feu COMPLET ET IMMÉDIAT », a-t-il écrit sur son réseau, Truth Social. En plus de façonner sa prétendue image de président pacifiste, le milliardaire états-unien entend faire comprendre qui dicte les règles à un Narendra

Modi qui tient lui aussi à sa stature d'homme fort. Si le Pakistan n'a pas démenti l'idée d'une médiation, le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, s'est empressé de publier un communiqué selon lequel la trêve aurait été « négociée directement ». S'il avait sciemment fermé les yeux sur la révocation de l'autonomie constitutionnelle du Cachemire par New Delhi en 2019, cette fois Donald Trump semble déterminé à en faire une question internationale. Son secrétaire d'État, Marco Rubio, annonce ainsi « des pourparlers sur un large éventail de questions dans un site neutre ». Jusqu'alors, Narendra

Modi assurait qu'aucune négociation ne se tiendrait tant qu'Islamabad n'aurait pas renoncé à appuyer les groupes terroristes. Depuis, les deux pays s'accusent mutuellement de violer la trêve. L'Inde et le Pakistan semblent en réalité tester les capacités de leurs armées sans vouloir s'engager pour autant dans un conflit d'ampleur. Il s'agit également d'un test dans la rivalité sino-occidentale. Le matériel chinois a ainsi permis au Pakistan d'abattre plusieurs Rafale de fabrication française dans l'un des plus importants combats aériens de l'histoire récente. ■

**LINA SANKARI**

# « En créant sa propre chaîne, la Ligue va naviguer à vue »

**FOOTBALL** Avec le départ acté du diffuseur DAZN au terme de la saison, la Ligue de football professionnel se dirige vers la production inédite de sa propre chaîne. Le point sur les enjeux de ce projet avec l'économiste du sport **Jérémie Bastien**.

**L**a Ligue de football professionnel (LFP) et DAZN, le principal diffuseur de la Ligue 1, étant parvenus à un accord de sortie de la plateforme britannique au terme de la première saison, au lieu des quatre prévues initialement, avec un versement final de 140 millions d'euros, le championnat de France de Ligue 1 se retrouve sans diffuseur pour le prochain exercice. La Ligue devrait donc mettre en place son propre projet de chaîne 100 % Ligue 1 (à condition que BeIN Sports renonce à l'unique match qu'il diffuse chaque journée), ce qui pose beaucoup de questions en termes de production, diffusion, prix, mais aussi sur les risques encourus en cas d'échec. L'universitaire Jérémie Bastien livre son analyse sur ce projet de chaîne.

#### La création d'une chaîne 100 % L1 par la Ligue, est-elle la meilleure des solutions ?

Avec l'arrivée à la tête de LFP Media de Nicolas de Tavernost, ancien patron du groupe M6 et des Girondins de Bordeaux, la Ligue dispose d'une personne reconnue et appréciée dans ce secteur pour piloter ce type de structure. Le marché des droits télé en Europe, et en particulier en France, est relativement atone, et il est donc peu probable que le football français soit en capacité de susciter l'intérêt de diffuseurs ou de nouveaux acteurs numériques pour diffuser de la L1 à un prix élevé. En cela, c'est donc une bonne solution, mais des questions stratégiques se posent, comme le coût, la politique tarifaire et le nombre d'abonnés pour arriver à l'équilibre.

#### Produire une chaîne, ce n'est pas le métier de la Ligue, comment pourrait-elle s'y prendre ?

C'est encore flou. On peut penser que la Ligue fasse tout du début à la fin. Toutefois, ce serait extrêmement coûteux, mais aussi en ressources humaines et en compétences. Et il faudrait trouver les bons relais de diffusion. Tout ça en trois mois, car il faut être prêt pour la mi-août... Cela me semble peu probable dans le temps imparti, même si Nicolas de Tavernost est compétent. En revanche, les discussions entamées depuis l'arrivée de ce dernier avec

Canal Plus laissent penser que Canal pourrait être un acteur avec lequel la Ligue externaliserait, en quelque sorte, une partie de la production, avec ses supports techniques, voire peut-être la diffusion avec sa plate-forme MyCanal.

**La Ligue ne cache pas qu'elle pourrait se tourner vers les différents acteurs du marché, BeIN Sports, Canal Plus, Amazon, Disney et même DAZN, qui serait aussi intéressé par la diffusion du flux et aurait proposé 100 millions...**

Il y a un double enjeu : la meilleure visibilité possible mais au-delà la nécessité de renouer les liens avec l'acteur historique du football français, Canal Plus, et les entretenir si ce n'est les pérenniser. L'autre enjeu, c'est parvenir à séduire à nouveau les consommateurs de Ligue 1 déçus par le prix, la qualité du produit très critiquée, etc. Il ne faut pas aller vers la politique du plus grand, ce que fait la Ligue depuis des décennies en se tournant vers le diffuseur qui offre le montant le plus élevé de droits télé, mais redessiner une stratégie raisonnée à long terme en rebâtissant les fondements du football français. Si on ne le fait pas là, je suis très inquiet pour le football français parce qu'on va vraiment perdre les droits télé, qui sont fondamentaux pour les clubs, même si ces derniers doivent faire évoluer leur modèle économique pour être moins télédépendants.

**En effet, avec cette chaîne, la Ligue se lance dans l'inconnu, sans filtre, sans l'assurance de droits télé réguliers...**

Exactement. On navigue à vue, d'autant plus que rentabiliser un produit télévisé de Ligue 1, on le sait, n'est pas facile. On l'a vu avec DAZN, mais aussi avec Amazon, qui n'a pas souhaité prolonger l'expérience. Sans parler du fiasco Mediapro... La sécurité, c'est de passer par le marché des droits télé, car on



**JÉRÉMIE BASTIEN**  
Économiste du sport,  
membre de la  
commission fédérale  
de contrôle des clubs

s'assure qu'un diffuseur verse tant de millions à la Ligue par saison. En produisant elle-même sa chaîne – on verra avec quel type d'acteurs elle va s'allier –, la Ligue percevra seulement les revenus qu'elle sera en capacité de dégager et qui financeront les clubs. C'est un vrai risque. La LFP peut se retrouver en décembre, par exemple, obligée de reconnaître que sa chaîne n'a pas été capable de dégager de la rentabilité et que les clubs ne toucheront rien...

#### Quel serait le bon prix de l'abonnement ?

Ce qui a dissuadé les consommateurs d'aller chez DAZN c'est, certes, le prix trop élevé – même s'il a été baissé ensuite –, mais

aussi la qualité du produit télévisuel avec tous les dysfonctionnements techniques et l'offre autour du match (commentaires, analyses, magazines...) très critiquée. Il est difficile de se prononcer sur un bon prix sans s'interroger sur la façon dont on va enrober d'un point de vue qualitatif le produit Ligue 1. Ce qui est sûr, c'est que la Ligue va devoir envoyer un signal fort pour absolument rameuter de manière massive les consommateurs déçus sur sa future chaîne dans un contexte économique déprimé où les ménages sont quand même soumis à des arbitrages budgétaires assez lourds. Je pense qu'il faudra effectivement un prix d'accès qui ne dépasse pas les 20 euros. Le journal *l'Équipe* a évoqué 15 euros... Ce qui est sûr, c'est que la Ligue va devoir beaucoup travailler sur la qualité de son produit pour réussir son pari.

**La Ligue ne pâtit-elle pas d'une offre pléthorique de contenus proposés par les nombreuses plateformes en streaming et donc d'une autre façon de regarder la télévision aujourd'hui...**

Le football fait aujourd'hui face à deux problèmes : la multiplication des dépenses pour accéder à des plateformes pour consommer du contenu (sportif, cinéma, série, etc.) et la concurrence en termes de contenu à laquelle se livrent

**« Je pense qu'il faudra un prix d'accès qui ne dépasse pas les 20 euros. »**



## ENTRETIEN

Match de Ligue 1 entre le Toulouse Football Club et l'Olympique de Marseille.

FREDERIC SCHERF/PHANIE/LUCAS / AFP

ces différentes plateformes. La consommation de produits sportifs et de foot en particulier a changé chez les jeunes générations, qui regardent de plus en plus d'extraits de matchs, les meilleures actions en différé... Face à cette consommation, qui nous vient d'outre-Atlantique, on n'est pas très bien armés en Europe, et

en France en particulier, pour répondre à cette demande via des produits plus séquencés, plus originaux, plus courts... On est restés sur l'ancien modèle, avec un abonnement pour une saison entière avec (quasiment) l'intégralité des matchs. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS GUILLERMIN

**Ces derniers jours, le crépuscule en apothéose d'athlètes en fin de carrière** s'avère être les merveilleuses histoires sur lesquelles on adore s'attarder, les yeux mouillés et le cœur chaud, touché par tant d'abnégation et d'efforts réalisés en chemin. On pense au gardien de handball Vincent Gérard (38 ans), tristement éliminé il y a huit mois en quart de finale des Jeux avec les Bleus, sorti de sa retraite en qualité de joker médical pour dépanner le grand Barça, tenant du titre, et disputer le si convoité Final 4 de la Ligue des champions à Cologne à la mi-juin. **On pense aussi à des sportives charismatiques, véritables incarnations de leur discipline**, aux prises de parole multiples, qui souhaitent tirer leur révérence aussi brillamment que leur carrière fut prodigieuse. Ainsi, à 35 ans, Cléopâtre Darleux visera un premier sacre en Ligue des champions, elle qui a arrêté le haut niveau pour devenir maman, juste avant de grimper sur l'Olympe, à Tokyo en 2021. Une ligne absente de son palmarès malgré un CV blindé, qu'elle tentera d'écrire avec l'émérante Allison Pineau (36 ans), sa coéquipière à Metz, dans deux semaines à Budapest.

## LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI

JOURNALISTE  
INDÉPENDANTE



## Dernières danses sur les podiums

Un aboutissement au moins aussi éclatant que les succès de la footballeuse Gaëtane Thiney (39 ans), et de ses collègues du Paris FC à Calais le 3 mai, en finale de Coupe de France. Après un ultime arrêt de Nnadozie, déterminante aux tirs au but avec deux parades (5-4, 0-0), face à ses éternelles adversaires du Paris SG, Gaëtane Thiney a ainsi remporté son tout premier trophée en vingt-cinq années passées

sur le terrain. Défendant le maillot de son club de cœur depuis 2008, la milieu offensive a toujours décliné les appels du pied de l'OL et du PSG. «*Passion, fidélité, détermination : le Paris FC perd une légende. Le foot féminin perd un monument*», affichait une banderole dans le Pas-de-Calais pour l'internationale aux 58 buts en 163 sélections. **Que deviendront-elles l'été passé ? Décideront-elles de rester dans le milieu** pour devenir des dirigeantes averties et continuer de se battre pour la structuration, la reconnaissance de leur sport ? C'est l'option cochée par la glorieuse basketteuse américaine Sue Bird (44 ans), figure des Seattle Storm, retirée des parquets depuis 2022. La quintuple championne olympique, aux quatre bagues de championne de Women's NBA, pour autant de titres mondiaux, vient d'être nommée directrice générale de l'équipe des États-Unis. Mariée à la très politique ex-footballeuse Megan Rapinoe, engagées ensemble en faveur des droits LGBTQ et pour le mouvement Black Lives Matter, entre autres, il y a fort à parier que le talent de Sue Bird fera aussi des étincelles dans son nouveau rôle, avec les Jeux de Los Angeles 2028 en ligne de mire. C'est tout ce qu'on lui souhaite. ■

## Johann Zarco triomphe au Mans

**MOTOGP** Au terme d'une course folle, Johann Zarco (LCR Honda) a remporté, dimanche, le Grand Prix de France de MotoGP sous la pluie sur le mythique circuit Bugatti au Mans. C'est la première fois depuis 1954 et la victoire de Pierre Monneret à Reims qu'un pilote français remporte le GP de France de vitesse moto dans la catégorie reine. Le vétérant de la grille (34 ans), qui s'était élancé en 11<sup>e</sup> position, devance le sextuple champion du monde Marc Marquez (Ducati) et l'Espagnol Fermin Aldeguer (Ducati Gresini). C'est la deuxième victoire de la carrière de l'Avignonnais en MotoGP. L'autre Français, Fabio Quartararo (Yamaha), qui s'était élancé en pole position, a chuté sur la piste mouillée dès le 5<sup>e</sup> tour alors qu'il était en 2<sup>e</sup> position. ■ N.G.

## Marseille et Monaco sur le podium

**FOOTBALL** En l'emportant respectivement 1-3 au Havre et 2-0 face à Lyon, Marseille et Monaco ont assuré, samedi, leur place sur le podium de Ligue 1, synonyme de qualification directe pour la Ligue des champions lors de la 33<sup>e</sup> et avant-dernière journée. Grâce aux résultats favorables des autres rencontres – Nice (4<sup>e</sup>, 57 points) battu à Rennes 2-0, Lille (5<sup>e</sup>, 5 points) à Brest 2-0, tandis que Strasbourg (6<sup>e</sup>, 57 points) est tombé à Angers (2-1) –, l'OM (2<sup>e</sup>, 62 points) et le club de la principauté (3<sup>e</sup>, 61 points) sont assurés du podium tandis que Lyon (7<sup>e</sup>, 54 points) ne disputera pas la C1. En bas, Saint-Étienne (17<sup>e</sup>, 30 points), vainqueur à Reims 2-0, reste premier relégable, mais peut encore espérer prendre la 16<sup>e</sup> place de barragiste au Havre (31 points). ■ N.G.



La violence et la colère constituent le moteur d'un spectacle s'écoulant sur une durée de trois heures quarante.

MAYRA AZZI

# Carolina Bianchi après le choc

**THÉÂTRE** Carolina Bianchi présente *The Brotherhood*, deuxième volet de sa trilogie sur les violences sexuelles. Dans cette pièce, elle dénonce la « fraternité » masculine du milieu théâtral.

Bruxelles (Belgique), envoyé spécial.

Cy voyait la jeune femme rejouer métaphoriquement un viol sous sédatif, s'administrant elle-même une dose de « boîte Cinderella » (« bonne nuit Cendrillon », surnom

arolina Bianchi est de ces artistes de théâtre dont le travail « fait du bruit ». En juillet 2023, au Festival d'Avignon, ladécouverte par le public français de la metteuse en scène brésilienne avait l'effet d'un choc – à l'échelle, du moins, de ce que propose habituellement le théâtre contemporain. On

donné au Brésil à la drogue des violeurs), après s'être méthodiquement autosituée dans une histoire féminine de la performance, le long d'une démonstration brillante. Pendant toute la deuxième moitié de la pièce, l'artiste restait étendue sur un matelas, droguée et endormie.

Le sentiment de danger est en lui-même une formidable matière théâtrale que seuls quelques artistes, comme Castellucci, Liddell ou encore Rébecca Chaillon, sont capables de fomenter dans une salle de théâtre, pour un public mis en alerte par l'imprévisibilité du geste : que va-t-il se passer ? Aussi Bianchi déplace-t-elle d'entrée de jeu le centre de gravité, faisant buter le regard du spectateur à l'avant-scène sur une image de femme sacrifiée à la volonté masculine : une immense reproduction de *l'Enlèvement de Proserpine* de Rubens, dramatisée par une musique cataclysmique.

Car c'est précisément entre la scène et le public que Carolina Bianchi entend déborder. Métathéâtral au possible, *The Brotherhood*, deuxième volet d'une trilogie intitulée *Cadela Força*, s'attaque cette fois de front au milieu du théâtre en tant qu'endroit d'exercice privilégié de la violence patriarcale, maintenu par une bande d'hommes quise légitiment et se couvrent entre eux – la « fraternité » du titre. Il ne faut pas moins de trois heures quarante à la metteuse en scène pour dérouler son argument, dans une dramaturgie qui oscille constamment entre la représentation et la démonstration, et qui constelle par association de figures et d'idées, mêlant les références savantes et pop et interrogeant la nature du canon en art.

#### UN JEU DE MASSACRE DRÔLE ET RAGEUR

Carolina Bianchi apparaît d'abord à l'écran dans le rôle d'une actrice qui se prépare à jouer Nina dans *la Mouette*. Chez Tchekhov, Nina rate sa carrière d'actrice et rejette l'amour de Konstantin, metteur en scène incompris qui la prend pour sa muse et finira suicidé. Ici, c'est un autre metteur en scène, prestigieux cette fois, du nom (inventé) de Klaus Haas, qui se tire une balle dans la tête après que Bianchi l'a longuement cuisiné au cours d'une scène piquante pour savoir si, oui ou non, le maestro abuse de ses jeunes actrices. En face, le cinquantenaire n'a à offrir que les platiitudes de rigueur des prétendus alliés de la cause. La liberté est laissée à chacun d'y voir les traits de tel ou tel grand nom du théâtre européen.

Le suicidé se verra bientôt empaqueté dans un sac écarlate et pendu par les pieds au-dessus de la scène. Il y restera pendant tout le reste du spectacle, symbole d'un ordre que Bianchi aimera abattre une bonne fois pour toutes mais qu'elle ne peut, dans le même temps, évacuer du champ. L'entièreté de cette pièce bavarde est prise dans ce paradoxe : si l'artiste rêve à un théâtre libéré de la violence des hommes, cette violence et la colère qui en découle constituent le moteur de son théâtre. À ce titre, la

référence directe faite à Jan Fabre, condamné pour des violences sexuelles, est éclairante.

Fabre, condamné pour des violences sexuelles commises sur ses interprètes, est éclairante. Le chorégraphe, figure majeure de la scène flamande, y est érigé à la fois comme inspiration matricielle et comme symbole de la création faite dans la violence. Et Bianchi de se demander : les œuvres créées dans la brutalité ne portent-elles pas, dans leur forme même, une souillure ?

*The Brotherhood* est donc autant un jeu de massacre drôle et rageur, adressé tout aussi bien à la figure des grands auteurs et à une frange bourgeoise de féministes autozentées, que la mise en scène d'un échec. Échec à recréer l'onde de choc produite par le geste performatif de *Boa noite Cinderela* (lequel laisse ici place à un pastiche désamorcé de viol collectif qui ramène le spectateur à sa propre tendance sensationnaliste). Échec à dire des choses qui ne soient pas déjà en train de traverser la société de part en part, alors que celle-ci et ses mouvements militants ont pris un train d'avance sur la vieille structure du théâtre européen – ergo la tentative, ici, de se faire l'écho de l'affaire Pelicot. Bianchi le sait et lance son avertissement, vers le début du spectacle : « Je m'adresse à vous avec la certitude d'une déception. » Dans cet entre-deux, l'artiste met à nu l'impuissance de la représentation à exorciser une violence qui a depuis longtemps contaminé le théâtre. Résidé là, entre force et fragilité, le formidable aveu d'une conscience contrariée. ■

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

Jusqu'au 12 mai au Kunstenfestivaldesarts (Bruxelles), puis du 19 au 30 novembre au Festival d'Automne à Paris.

# Il s'en passe de drôles dans cet hôtel de passe...

**THÉÂTRE** Stanislas Nordey crée un *Hôtel du Libre-Échange* de Feydeau monté sur ressorts. Quiproquos en cascade... bienvenue en Absurdie, le pays de tous les possibles.

**S**tanislas Nordey n'est plus directeur du Théâtre national de Strasbourg. Qu'à cela ne tienne. Le voilà de retour en compagnie, mais un retour en grand. Quatorze acteurs au plateau, décors grandioses d'Emmanuel Clolus, costumes fantaisistes de Raoul Fernandez... Nordey a mis le paquet, comme on dit trivialement. Une sorte de pied de nez à l'austérité décrétée par le gouvernement, une austérité à la fois budgétaire, mais pas seulement, tant elle touche à l'imaginaire, à la liberté.

Alors Feydeau, auteur dont la puissance comique emporte tout sur son passage, qui se moque de la bien-pensance et s'amuse à détourner les codes d'une bourgeoisie boursouflée et hypocrite. Feydeau ajuste ses tirs et ses répliques font mouche. La bêtise est de mise. La politesse n'est que de façade, on cache sous le tapis tout ce qui peut déranger les convenances. Ici, deux couples tout ce qu'il y a de plus convenable, les Pinglets (Hélène Alexridis et Cyril Bothorel) et les Paillardin (Marie Cariès et Claude Duparfait) sont pris en flagrant « délit » d'adultère. Par undes nombreux quiproquos

qui jalonnent la pièce, tout ce petit monde va se retrouver à « *l'Hôtel du Libre-Échange*, 220, rue de Provence. Recommandé aux gens mariés, ensemble ou séparément ». C'est ce qui advient... Alors on change de lit et de chambre à toute berzingue ; on s'habille, se déshabille, se rhabille ; on se travestit et les rôles s'inversent. Car il s'agit de sauver les apparences, quoi qu'il en coûte. Un mensonge en entraînant un autre, le moindre mot, soupir ou silence peut être ce fameux grain de sable capable de faire dérailler la machine.

Une machine qui s'emballe et que rien ni personne ne semble pouvoir contenir. Plus on ment, plus les portes claquent. Et tout ce petit monde ment, même si courtoisement.

#### LA GENT FÉMININE JOUE D'ÉGAL À ÉGAL AVEC CES MESSIEURS

Feydeau s'amuse beaucoup. On l'imagine élaborer cette partition abracadabantesque en frisant sa moustache, se délectant de ponctuer les dialogues de didascalies précises comme autant de banderilles qui viendraient piquer et relancer la machine. Pour soutenir la cadence infernale de cette partition, où le

moindre déplacement se joue au millimètre près, Stanislas Nordey a réuni une troupe d'actrices et d'acteurs qui excellent. Dans cette comédie de mœurs revisée par le metteur en scène, la gent féminine joue d'égal à égal avec ces messieurs qui, malgré leurs hauts-de-forme, n'en demeurent pas moins bêtes.

On ne boude pas son plaisir devant ce spectacle virevoltant porté par cette troupe évoluant dans un décor et des costumes sublimes qui ne vont pas sans rappeler les audaces d'un Jean-Christophe Avery dans ses réalisations télévisuelles surréalistes que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître.

Le métier de Nordey n'est pas de nous faire la morale ou de nous accabler, mais de nous émouvoir, de nous faire toucher du doigt notre humanité, drôle, pathétique, parfois ridicule, souvent émouvante. Alors même si, franchies les portes du théâtre, le tumulte du monde nous rattrape, on se souviendra qu'on a bien ri. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Jusqu'au 13 juin, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, Paris 6<sup>e</sup>. Rens. : theatre-odeon.eu et 01 44 85 40 40



Les costumes, fantaisistes, emballent le « troupe » d'acteurs au jeu déchaîné. JEAN-Louis FERNANDEZ

**LA CHRONIQUE  
THÉÂTRE DE  
JEAN-PIERRE  
LÉONARDINI**


## Allons voir un peu chez les Grecs

**L'antiquité gréco-romaine, avec ses textes, ses notions, ses mythes, constitue la matrice du théâtre en Occident, comme les trois ordres architecturaux (dorique, ionique, corinthien) affirment toujours le caractère solennel des tribunaux et autres édifices officiels.** Sous le titre *Matières antiques*, dans sa livraison d'avril-juin (N° 255), la revue *Théâtre/Public* (qui a pour rédacteur en chef Olivier Neveux) analyse en tous sens, à partir d'exemples frappants, les traces de la Grèce ancienne sur les scènes européennes d'aujourd'hui (1). Il apparaît que, « plutôt qu'un miroir de la grandeur humaniste de l'Europe, l'Antiquité et sa réception (re)deviennent un territoire de recherches et d'expérimentations, la matière vive d'une exploration des marges et des ailleurs, travaillée par une attente de mutations et de métamorphoses de l'avenir qui rend le présent habitable ».

**Sont ainsi passées au crible de la réflexion, par des chercheurs avisés, les créations d'une dizaine d'artistes** qui n'ont pas froid aux yeux face aux canons de la dramaturgie d'Aristote. Le metteur en scène belgo-tunisien Chokri Ben Chikha, à partir des *Perse*s, d'Eschyle, œuvre composée du point de vue de l'ennemi au nom de l'empathie, en a mis en jeu l'argument en plusieurs langues (le flamand, le français, l'hébreu, l'anglais, l'arabe), à l'heure

**Chokri Ben Chika monte les Perse s, à l'heure dite du conflit israélo-palestinien.** Milo Rau, dans *Antigone in the Amazon* (Avignon 2023), traduisait littéralement la tragédie en un brûlant manifeste politique.

L'Allemande Susanne Kennedy, avec *Medea. Matrix* (2016), abordait l'essence du féminin au sein d'un puissant dispositif visuel numérique... Sont encore citées à comparaître des mises en scène de Luanda Casella (d'après *Électre*), Loukia Alavanou (*Œdipe*), etc., toutes fortées d'engagements idéels et esthétiques novateurs.

**Par ailleurs ouvert sur un passionnant entretien avec le metteur en scène syrien Oussama Ghanam**, ce numéro de *Théâtre/Public* s'arrête sur les « miscellanées » (soit les mélanges), où l'on traite d'un fameux livre du regretté Christian Biet, *Transparences du passé, les théâtres de la catastrophe (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles)*, paru aux Presses universitaires de Rennes. À lire aussi, une étude sur l'œuvre expérimentale du Groupov, dirigé en Belgique par Jacques Delcuvellerie ; des extraits de *Pleurepaspapa*, pièce de Jules Benveniste ; et une très belle étude sur l'art de Zouc l'unique, comédienne comique qui provoquait un rire noir. D'elle en scène, Roland Barthes notait : « On ne sait plus qui parle à qui, c'est une parole en double miroir, donc infinie, sans cran d'arrêt. » ■

(1) 16,90 euros ce numéro. Pour s'abonner : [theatrepublic.fr](http://theatrepublic.fr)



Min el-Djazaïr se penche avec empathie sur le départ forcé des juifs d'Algérie. JULIE BOILLOT-SAVARIN

## Un fil tendu entre la Lune et l'histoire coloniale

**SCÈNE** La 12<sup>e</sup> Biennale internationale des arts de la marionnette invite à découvrir, du 13 au 28 mai en Île-de-France, des spectacles qui font la part belle à la création contemporaine, engagée et militante.

**I**maginee par Nicole Ayach et Sarah Melloul, *Min el-Djazaïr*, que l'on peut traduire par « Depuis l'Algérie », est une lumineuse fiction d'histoire contemporaine. Basée sur l'étude de documents d'archives officielles. Nous voilà au début des années 1950, en compagnie de Babeth et Simone, deux sœurs d'une famille de marchands de tissus installée à Alger depuis plusieurs générations. C'est là un des spectacles originaux que propose cette 12<sup>e</sup> édition de la Biennale des arts de la marionnette.

Dans *Min el-Djazaïr*, cette famille – « juive de confession, française de nationalité, algérienne depuis toujours » – subit les soubresauts d'une aventure qui la dépasse. Depuis 1830 et jusqu'en 1962, l'Algérie est une colonie française. Pour ces commerçants paisibles, la vie est réglée. Dans une parfaite coexistence avec leurs voisins, une insouciance même, sur la plage ou dans les bistrots ; mais la mécanique se dérègle.

« Le monde se fissure autour des sœurs », jusqu'au départ forcé des juifs d'Algérie, « qui habitaient ces terres depuis l'Antiquité », pointe la compagnie Hékau, fondée par Nicole Ayach en 2017. Sur le plateau, elle est rejointe par Pascale Goubert et par la chanteuse et musicienne Jina Di Najma.

*Min el-Djazaïr*, vu au Mouffetard, fait appel aux techniques d'un théâtre d'ombres envoûtant, mêlant noir et blanc et couleur, mais aussi les manipulations à vue. Les personnages, animés dans un décor inspiré par la bande dessinée, parlent peu, mais le récit est limpide. Sa force poétique et le dispositif scénique rythment la mémoire vive d'espoirs effondrés. Bravo.

**Nicole Ayach et Sarah Melloul proposent un envoûtant théâtre d'ombres.**

Dans un tout autre domaine, *Subjectif Lune*, de la compagnie les Maladroits, est, dans un registre loufoque, une belle façon de rappeler que des humains ont bel et bien marché sur la Lune le 21 juillet 1969. En réponse aux 10 % de personnes interrogées l'an dernier par un institut de sondages déclarant ne pas y croire. Les mêmes imaginant peut-être que la Terre est plate et que les « reptiliens » y exercent un pouvoir mondial.

### UN PEU DE VIDÉO ET BEAUCOUP DE MALICE

À l'heure des complotistes de tout poil, les quatre comédiens-auteurs de *Subjectif Lune*, Benjamin Ducasse, Valentin Pasgrimaud, Hugo Vercelletto et Arno Wögerbauer, dirigés par Marion Solange-Malenfant, veulent comme ils le disent « s'adresser à tous ceux et toutes celles qui pourraient basculer » du mauvais côté de la farce.

Leur spectacle, découvert au Bateau feu, à Dunkerque, est un théâtre fait d'objets récupérés, d'un peu de vidéo et de beaucoup de malice. Ce qui produit de belles images scéniques dans des lumières bien dosées par Jessica Hemme. Les Maladroits, qui à leur manière

veulent faire bouger les consciences, s'interrogent aussi entre les lignes « sur la débauche de moyens et d'énergie » consacrés à la recherche spatiale, « alors qu'il y a tant de problèmes à régler sur Terre ». ■

GÉRALD ROSSI

Du 13 au 28 mai à Paris, Pantin, Noisy-le-Sec, La Courneuve, Montreuil, Fontenay-sous-Bois, Ivry-sur-Seine. Location sur place ou au Théâtre Mouffetard (centre national de la marionnette) : 01 84 79 44 44 et [www.lemouffetard.com](http://www.lemouffetard.com)

# La fantastix adaptation d'Astérix par Alain Chabat

**PLATEFORME** Succès immédiat pour les irréductibles : dans sa dernière production, le réalisateur adapte en dessin animé l'album culte du *Combat des chefs*. Une pépite d'humour en cinq épisodes.

**Astérix & Obélix : le Combat des chefs, Netflix**

Toute la Gaule est occupée par les Romains... Toute ? Non ! Un village d'irréductibles Gaulois résiste encore et toujours à l'envahisseur. En soixante-six ans d'existence, la création de René Goscinny et d'Albert Uderzo ne cesse de se réinventer. Après de nombreuses adaptations, une série d'animation signée Alain Chabat cartonne en France sur Netflix.

Il ne s'agit pas du meilleur album d'Uderzo et de Goscinny, mais Chabat et son coréalisateur Fabrice Joubert parviennent à nous en faire dévorer les cinq épisodes. Dans le *Combat des chefs*, le druide Panoramix (Thierry Lhermitte) et l'incroyable casting ne s'arrête pas là) sombre dans la folie après qu'Obélix (Gilles Lellouche) lui lance par mégarde un menhir sur la tête. Comble : il a perdu la mémoire et ne se souvient plus de la recette de la potion magique. Les Romains en profitent pour organiser un combat : Abraracourcix (Grégoire Ludig) est défié

par le chef d'un village gallo-romain. S'ils perdent, les irréductibles auront pour obligation de se livrer à l'autre village, et donc de devenir romains.

## DES RÉFÉRENCES QUI PARLERONT À TOUTES LES GÉNÉRATIONS

Bien que cette série familiale soit adaptée de la bande dessinée de 1966, elle s'inscrit en plein dans notre époque. Alain Chabat aborde des problématiques propres à 2025 telle que la montée des totalitarismes en Europe – même s'il s'agit aussi de l'idée d'Uderzo et de Goscinny. « *Ce salut que font les romains, il ne prendra jamais* », lance Toutétofix (Gérard Darmon) en référence au bras tendues nazis. Le réchauffement climatique en prend aussi pour son grade : « *S'il y a bien un truc qui ne change-ra jamais, c'est le climat !* » poursuit le Gaulois.

Et les femmessont à l'honneur. Dans les BD, la seule fois où les personnages féminins sont autorisés à boire de la potion magique pour se battre, c'est en 1972 dans



Une série d'animation qui s'inscrit en plein dans notre époque. NETFLIX

le *Devin*. Chabat rompt avec cette histoire genrée. Bonemine (Géraldine Nakache), par exemple, joue un rôle essentiel dans le dessin animé. Véritable voix de la raison, elle est à l'initiative de toutes les idées qui permettent de maintenir le village en vie. Et la sublime présentatrice d'arène Annabarbera (Stéfi Celma)... Première femme noire qui n'est pas dessinée de manière raciste. Contrairement au contenu des albums, aucun esclave noir

n'est présent dans le film.

Cette adaptation aux dessins et aux décors remarquables est attachante. On regrette presque de ne pas en voir davantage. Alain Chabat y a pris du plaisir, et cela se ressent. L'humoriste

s'est amusé tout au long des épisodes à les parsemer de références qui parleront à toutes les générations. Star Wars, South Park, James Bond, Pulp Fiction, Matrix, les Télétubbies... Et même le Burger Quiz ! Sans oublier le nouveau centurion prénommé Potus (Jean-Pascal Zadi). Une référence au nom de code officiel du président des États-Unis : President. Of. The. United. States. Un lourd auditoire qui agit sans réfléchir, et aux décisions dangereuses. Notre référence préférée reste celle du flash-back. Panoramix demande au petit Obélix quels ingrédients il a ajoutés dans la potion magique. « *Un homard, si ? (...) Homard et fraises ?* » questionne le druide. Nul besoin d'expliquer le savoureux jeu de mots. ■

MARGOT BONNÉRY

La création  
de René Goscinny  
et d'Albert Uderzo  
ne cesse  
de se réinventer.

**La Fête de l'Humanité**  
12 • 13 • 14 Septembre 2025 LA BASE 217 (91)  
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ  
**PASS 3 JOURS À 50€**

## BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

Pass 3 jours x 50€ =

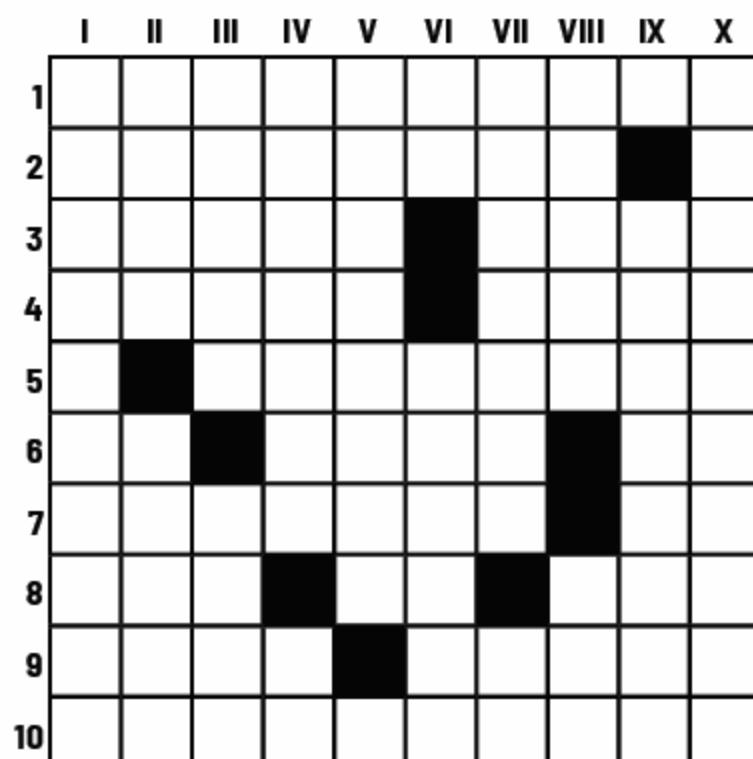
€ (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :  
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

**Carnet**

**Joseph Gruden est décédé à l'âge de 85 ans.** Né à Sgonico, en pleine Italie de Mussolini, qui imposait la langue italienne au jeune Slovène, il trouvera dans cette expérience le début de son antifascisme. Internationaliste, il sera un grand voyageur : France, Allemagne, Australie... Rentré à Paris en mai 1968 et présent dans la rue pendant les événements, il adhère au PCF en 1970. Il habite Paris jusqu'aux années 2000, avant de prendre sa retraite en Côte-d'Or, à Chenôve en banlieue de Dijon. Lecteur fidèle, il ne rate aucune Fête de l'Humanité. Il était un des fondateurs des Amis de l'Humanité de Côte-d'Or. Ces derniers temps, il s'était rapproché du programme de LFI, tout en restant attaché au PCF. L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

**Les obsèques de Maurice Lourdez,** ouvrier du livre retraité de notre journal et syndicaliste CGT (lire *l'Humanité* du mardi 6 mai), se dérouleront le jeudi 15 mai. À 9 heures, levée du corps au centre funéraire Marchetti, 15, avenue Gustave-Eiffel à Château-Thierry (Aisne), puis à 11 heures au crématorium de Saint-Soupplets (Seine-et-Marne), 2, rue du Pré-de-Vornat.

**MOTS CROISÉS** N° 24 190 par Martial Dubois**HORizontalement**

1. Auras l'esprit ailleurs.
2. Muscle qui amorce un mouvement.
3. Palper. Partie de pièce.
4. Rivière de France, affluent du Rhône. Claire-voie en amont d'une vanne d'écluse.
5. Machine servant à nettoyer les bouteilles.
6. Vieux oui. Irlande. Il a connu sa ruée.
7. Colorées. Exclamation de défi.
8. Situé. Neptunium. Possèdent.
9. Diffusé. Observée secrètement.
10. Qui produisent des produits collants et visqueux.

**Verticalement**

- I. Rafler au jeu.
- II. Architecte espagnol qui édifica l'hôpital royal de Saint-Jacques-de-Compostelle.
- III. Exprimer son opinion. Déesse du Foyer domestique.
- IV. Propos stupides. À ce point.
- V. Lamantin.
- VI. Sur un bouton d'ascenseur. Peignée de la pointe vers la racine de manière à donner du volume aux cheveux.
- VII. Superposées. Eu la possibilité.
- VIII. Épuisé.
- IX. Fourgonnée.
- X. Criminelles.

SOLUTION. **HORizontalement** 1. Rêver. 2. Agoniste. 3. Tâter. 4. Isère. 5. Rincuses. 6. Oïre. 7. Irisées. 8. Sis. 9. Emis. 10. Ressinées. **VERTicalemNT** 1. Ratiodiser. 2. Etagées. 3. Recru. 4. Ti sonnées. 5. Si. 6. Si. 7. Si. 8. Si. 9. Si. 10. Si. 11. Egas. 12. Crime. 13. Voter. 14. Anneries. 15. Si. 16. Si. 17. Si. 18. Si. 19. Si. 20. Si. 21. Si. 22. Si. 23. Si. 24. Si. 25. Si. 26. Si. 27. Si. 28. Si. 29. Si. 30. Si. 31. Si. 32. Si. 33. Si. 34. Si. 35. Si. 36. Si. 37. Si. 38. Si. 39. Si. 40. Si. 41. Si. 42. Si. 43. Si. 44. Si. 45. Si. 46. Si. 47. Si. 48. Si. 49. Si. 50. Si. 51. Si. 52. Si. 53. Si. 54. Si. 55. Si. 56. Si. 57. Si. 58. Si. 59. Si. 60. Si. 61. Si. 62. Si. 63. Si. 64. Si. 65. Si. 66. Si. 67. Si. 68. Si. 69. Si. 70. Si. 71. Si. 72. Si. 73. Si. 74. Si. 75. Si. 76. Si. 77. Si. 78. Si. 79. Si. 80. Si. 81. Si. 82. Si. 83. Si. 84. Si. 85. Si. 86. Si. 87. Si. 88. Si. 89. Si. 90. Si. 91. Si. 92. Si. 93. Si. 94. Si. 95. Si. 96. Si. 97. Si. 98. Si. 99. Si. 100. Si.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès  
**Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.  
Société nouvelle du journal *l'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros  
**Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail: relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion : agence

Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail: oborscha@boconseilame.fr

**Vente militante** 01 49 22 73 55

**Publicité** Comédiance.

Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

**Directoire**

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ;

Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication

**Conseil de surveillance**

Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité*

**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

**Numéro ISSN** 0242-6870

**Dépôt légal** Date de parution

**Commission paritaire** 1124 C 79615

**Tirage du 7 mai 2025** 35 357 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60 % ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Europhosphat PTot : 0,01 kg/tonne.

**Miroir du Cyclisme revient !****GRÂCE À VOUS...**

Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !



À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

**JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION**

**15 €** Je réserve le magazine (frais de port inclus)

**25 €** Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme

**100 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format

**250 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'Humanité pour y rencontrer l'équipe de Miroir du Cyclisme

**Montant libre**  
Je soutiens l'aventure en faisant don de \_\_\_\_\_ €

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF



■ Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de *Miroir du Cyclisme* en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

**L'ÉMISSION FÉMINISTE DE l'Humanité****Le TORCHON Brûle**

Hélène Vézien

Violaine De Filippis Abate

Kiyémis

**MARDI 13 MAI 18H**

TWITCH.TV/LHUMANITEFR

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité en partage à: L'HUMANITÉ, Miroir du Cyclisme - Immeuble Calliope - 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis CEDEX

**DÉFISCALISATION** Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable

# «Municipales: que cache la réforme Paris, Lyon, Marseille?»

La loi réformant le scrutin pour les trois grandes villes a été adoptée par l'Assemblée nationale le 9 avril.

En attendant le débat au Sénat début juin, le texte divise la classe politique, y compris à gauche.

**Derrière des arguments prétendant servir l'intérêt général, cela sert les visées électoralistes d'une droite en échec à Paris depuis 2001.**

**Q**uelle mouche a piqué les macronistes ? Alors que nous sommes à moins d'un an des élections municipales, la vieille idée de réforme du scrutin PLM (Paris, Lyon, Marseille) refait son chemin. La proposition de loi votée à l'Assemblée nationale doit être débattue prochainement au Sénat. Déposée par deux députés Renaissance parisiens, elle se pare d'arguments qui n'ont, en réalité, aucune valeur. Le premier : l'idée que cette réforme permettrait enfin aux habitants des villes concernées d'élire directement leur maire. Cette promesse est un mirage. Faut-il rappeler que les Français n'élisent nulle part leur édile au suffrage universel direct ? Ils votent pour un conseil municipal à qui il revient ensuite d'élire le maire. C'est d'ailleurs ce qui fait qu'il est possible de changer de maire sans retourner aux urnes, par simple réunion du conseil municipal. Cette réforme ne changera donc rien à l'affaire. C'est toujours le conseil de Paris qui élira le maire. Il en sera de même à Lyon ou à Marseille. Le deuxième : l'argument selon lequel le mode de scrutin actuel, qui repose sur les arrondissements, ferait qu'un maire élu par son conseil soit minoritaire en voix. C'est oublier un peu vite que la gauche a systématiquement rassemblé plus de voix que la droite à Paris en 2001, 2008, 2014 et 2020. Elle est aux affaires... parce qu'elle a été élue ! Le troisième argument invoquant le principe «*un électeur, une voix*» est fallacieux. Car la proposition de loi macroniste prévoit une prime de 25 % pour la liste arrivée en tête au conseil de Paris et une prime de 50 % pour la liste en tête au conseil d'arrondissement. Si ce



**IAN BROSSAT**  
Sénateur, adjoint PCF  
à la Ville de Paris

principe était respecté, ce serait une proportionnelle intégrale sans prime qui s'appliquerait.

Dès lors que cette loi se prévaut d'arguments qui reposent sur du sable, comment expliquer l'acharnement de ses auteurs à la faire voter ? La réalité est simple. Depuis 2001, tous les battus aux élections municipales parisiennes ont cherché des explications à leurs échecs répétés. Plutôt que d'acter que leur programme et leurs candidats ne répondent pas aux attentes des électeurs, ils accusent le mode de scrutin. À défaut de pouvoir changer les électeurs, changeons le mode de scrutin ! En l'occurrence, cette réforme n'est rien d'autre qu'un caprice de Mme Daty, qui compte sur cette manipulation pour l'emporter par le miracle d'un tripotauillage électoral.

**«Les Français n'élisent nulle part leur édile au suffrage universel direct.»**

Les Parisiens valent mieux que ça. S'ils ont choisi à quatre reprises de faire confiance à une équipe de gauche, c'est qu'ils en valident les grandes orientations : écologie et justice sociale. C'est cette politique qui a permis de diviser par deux la pollution dans la capitale et de doubler la part de logements sociaux en vingt ans. Certains préféreraient sans doute que Paris cède aux vents mauvais du chacun-pour-soi et de la haine qui soufflent si fort en France et dans le monde. Ils sont donc prêts à tout, y compris à manipuler le mode de scrutin à quelques mois de l'échéance. Les Parisiens ne s'y tromperont pas ! ■

**Il s'agit de redonner au vote de chaque électeur un poids identique pour l'élection des conseillers municipaux, où qu'il habite.**

**L**a proposition de loi réformant le mode de scrutin pour les villes de Paris, Marseille et Lyon doit permettre aux électeurs d'élire directement leurs conseils municipaux comme dans toutes les autres communes de France. C'est donc une loi d'égalité entre les citoyens de ces trois communes et ceux des autres communes françaises, et ils ne s'y trompent pas : interrogés dans de récents sondages, ils plébiscitent le principe à 81 % à Lyon, 88 % à Marseille, et 91 % à Paris.

L'autre objectif de la loi, résumé par la formule «*un électeur, une voix*», est de redonner au vote de chaque électeur un poids identique pour l'élection des conseillers municipaux, quel que soit l'endroit où il habite. Élu de Marseille, ville où le passif électoral a creusé des inégalités territoriales contre lesquelles nous luttons désormais, je sais combien la géographie des scrutins a pu accroître les injustices d'accès aux services publics. Aujourd'hui par exemple, la carte des priorités de rénovation du bâti scolaire du plan école lancé par le maire Benoît Payan recoupe celle de décennies d'abandon par la majorité municipale de droite de secteurs autrefois détenus par l'opposition de gauche.

Le texte voté en première lecture à l'Assemblée nationale à plus de 75 % de la représentation nationale est à ce stade imparfait, mais

**«Ce bulletin unique entraînerait simplification et lisibilité de la campagne.»**



**LAURENT LHARDIT**  
Député PS  
des Bouches-du-Rhône

il permet déjà d'instituer l'élection directe des conseillers municipaux par les électeurs. Il va poursuivre son parcours parlementaire et donc offrir la possibilité d'être amendé, amélioré, notamment dans deux directions que je défends.

La première est d'instituer un vote unique avec un bulletin où figureront la liste des candidats au conseil municipal et celle des candidats au conseil d'arrondissement. Actuellement, le texte prévoit que les électeurs se prononcent sur deux bulletins distincts, ce qui complexifie inutilement le scrutin et nécessite deux urnes, alors même que le vote pour la municipalité et pour l'arrondissement a toujours été lié et qu'il n'existe aucune revendication démocratique pour modifier ce principe. Ce bulletin unique entraînerait simplification et lisibilité de la campagne pour les électeurs, du scrutin et de son organisation pour les militants et les bénévoles.

Une autre amélioration du texte consisterait à instituer pour la liste arrivée en tête une prime majoritaire identique à celle qui est en vigueur dans toutes les communes de France et qui permet, dans notre démocratie française, de faire des municipalités des institutions aux gouvernances stables, aptes à s'affranchir des enjeux politiciens au cours d'un mandat pour s'attacher à construire le meilleur service public aux citoyens.

La réforme du scrutin à Paris, Marseille et Lyon est d'ores et déjà un progrès démocratique, un progrès à prendre comme un pas en avant dans la longue marche pour l'égalité et la démocratie. ■



Un voyage placé sous le signe de la paix, qui a débuté à Hiroshima, devant le dôme de Genbaku.

Japon, envoyé spécial.

**T**ous sont ébahis. Les lectrices et lecteurs de l'*Humanité* ont pu admirer les hauteurs enneigées de Hakone et le majestueux Fuji, la plage ensoleillée de Kamakura et l'insondable forêt d'immeubles de Tokyo, tout cela en une seule journée. Alors en deux semaines... La quinzaine s'est ouverte sous la pluie du Chugoku, dans l'ouest du pays, lors d'un inévitable passage dans la ville d'Hiroshima, à la veille des 80 ans du bombardement atomique des États-Unis. D'abord déçus par un mémorial sobre et aussi froid que le temps, les lecteurs sont bouleversés par le musée de la ville, où règne un silence d'effroi devant les objets et témoignages de l'horreur qui frappa le Japon en 1945. Une histoire qui résonne tristement avec le bellicisme ambiant, de quoi dégainer des drapeaux arc-en-ciel flanqués du mot « Paix » des sacs des visiteurs, pour beaucoup communistes et anciens syndicalistes.

La paix, c'est aussi le souhait que nombre d'entre eux écriront lors d'un cours de calligraphie au sein du monastère du mont Koya. Logés dans une chambre de pèlerin, sans isolation malgré les températures négatives et couchés sur un simple futon, « c'est une expérience », tentent de se convaincre les jeunes retraités. Ils pourront se requinquer dans un onsen, ces sources d'eau chaude typiques de la région, ou autour d'un petit déjeuner fait de légumes, de champignons et du fameux tofu, cuisiné de toutes les façons possibles. L'émerveillement est à son paroxysme au cimetière local, où les milliers de lanternes recouvertes de mousse

## Des lecteurs de l'*Humanité* subjugués par le Japon

Début mars, une vingtaine de personnes ont découvert le pays du Soleil-Levant lors d'un circuit organisé par notre journal et LVJ Voyages. L'occasion d'apprécier les paysages de l'archipel, son histoire mouvementée et sa culture unique.

et les hauts cèdres japonais nous plongent dans une atmosphère onirique digne d'un film de Hayao Miyazaki.

### VERTIGE À TOKYO

Vient ensuite la région du Kansai, raliée grâce aux 300 kilomètres/heure du Shinkansen. Le train à grande vitesse fascine les amateurs du rail, qui se précipitent pour prendre en photo sa tête aérodynamique. Le contraste entre modernité et tradition s'entrevoit à Kyoto, capitale nipponne du VIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècles, riche de centaines de temples bouddhistes et shintoïstes et du château de Nijo, ancienne résidence des shoguns. Comme à Nara, où l'on peut caresser les daïms sacrés avant de découvrir le monumental Todai-ji et son grand

Bouddha en bronze de 15 mètres. Entre chaque visite, les lectrices et lecteurs se délectent de la savoureuse cuisine japonaise : ramen (nouilles en bouillon et garniture), sushis, okonomiyaki (crêpe fourrée), yakitori (brochettes), etc.

En arrivant dans la métropole tokyoïte, le cœur balance entre le vertige des grands immeubles et l'effroi de cette « infernale société de consommation », souffle Éric, inlassable militant communiste depuis sa jeunesse. Les boutiques, salles de jeu et restaurants sur plusieurs étages illuminent le quartier d'Akihabara même quand il fait nuit. « Je dois ramener une figurine pour mon petit-fils », se rappelle Flavie, ancienne responsable syndicale, notant scrupuleusement les noms de mangas sur son téléphone. D'autres

ramèneront des couteaux de chef, une bonne bouteille ou des épices. L'impression d'être tout petit est encore plus forte en traversant le gigantesque carrefour de Shibuya.

### FRANCHE CAMARADERIE

Puis a lieu une rencontre avec les responsables du Parti communiste japonais (PCJ), que les lecteurs ne manquent pas de questionner, et la visite de la rédaction d'*Akahata* (quotidien communiste), forte de ses quelque 300 journalistes et 900 000 abonnés. Même la guide japonaise, Miki, se laisse séduire par le discours du PCJ. Un dernier repas dans une belle ambiance de camaraderie, un dernier verre avec vue de nuit sur la capitale, et c'est déjà l'heure des adieux, comme si les dizaines de visites et les centaines de kilomètres avalés ne suffisaient pas. L'expérience, inoubliable, a enchanté le groupe, et d'aucuns attendent de pied ferme les prochains voyages de LVJ et de l'*Humanité*.

« Un incroyable voyage, d'une richesse folle », s'émeut Armelle, jeune retraitée de Montpellier, sur le chemin de l'aéroport, repensant à mille souvenirs de ce périple. Le barbecue de fruits de mer chez les amas, ces pêcheuses de perles qui dépassent pour certaines les trois quarts de siècle ; le soleil baignant enfin de ses rayons la côte Est de l'archipel ; la mélancolie du lac Kawaguchi, dont les rives noires sont recouvertes de flocons ; les apéros improvisés faits de saké, autour desquels on parle de son passé militant, de politique française et internationale. « Je préfère le pastis », plaisante Joseph, Biterrois qui a fêté son anniversaire au Japon. « Vous passerez au stand de Villejuif », propose Corinne, pressée de participer à la 90<sup>e</sup> édition de la Fête de l'*Humanité*. ■

AXEL NODINOT